

# Le contexte de la communication pour le développement en 2004

**James Deane**

*".....Si le développement était une étoffe tissée par les activités de millions de personnes, la communication serait le fil qui les relie ensemble.*

*La communication, c'est un processus de dialogue et de débat qui intervient spontanément à toutes les étapes du changement social. Pendant la période récente, la liberté d'expression s'est développée alors que d'importants changements politiques intervenaient dans le monde.*

*Mais la communication c'est aussi une intervention délibérée pour agir sur les changements économiques et sociaux et cet aspect est sans doute le plus prometteur. Une stratégie de développement qui s'appuie sur les approches de communication peut – en valorisant les attitudes latentes et la sagesse traditionnelle de la population et en diffusant largement de nouveaux messages sociaux à de vastes auditoires – aider la population à adapter sa vision et à acquérir de nouveaux savoirs et compétences.*

*L'utilisation planifiée des techniques et activités de communication et des médias met au service de la population des outils puissants pour faire l'expérience des changements et même pour les diriger. Un échange intense d'idées entre tous les secteurs de la société peut conduire la population à s'engager plus fortement pour une cause commune. C'est un élément fondamental pour un développement approprié et durable."*

**Communication: un élément clé du développement humain**

Colin Fraser et Jonathan Villet, FAO, 1994

## **INTRODUCTION**

L'importance de la communication dans le processus du développement est reconnue depuis de nombreuses années par la communauté du développement. La FAO, avec plus de trente ans d'expérience, est considérée comme un pionnier et un promoteur - sur le plan théorique comme au niveau pratique - dans le domaine de la communication pour le développement. Le principal ingrédient d'une bonne communication - mettre la population au centre du processus - est également reconnu et largement illustré depuis de nombreuses années.

Malgré cela, la table ronde de 2004 sur la communication pour le développement se tient dans un contexte où les ressources pour les activités de communication restent difficiles à mobiliser, où la réflexion stratégique et la mise en place de la communication traverse une période de profonde confusion, notamment au sein de nombreuses agences bi et multilatérales, et où les organisations de développement ne parviennent pas à mettre la population au centre du processus de communication.

Mais cette table ronde se déroule également à un moment où les arguments en faveur d'une communication efficace, professionnelle et centrée sur la population n'ont jamais été aussi pertinents par rapport aux défis actuels du développement.

Ce document se propose de dresser un panorama rapide du contexte de la communication pour le développement - en évoquant notamment les principales tendances en cours et les principaux événements intervenus depuis la dernière table ronde de 2001 - et de proposer un lien contextuel entre les deux tables rondes. Ce document, qui ne prétend pas être exhaustif, a particulièrement cherché à éviter les duplications avec les autres documents préparés pour la table ronde de 2004, pour évoquer, nous l'espérons, les événements les plus pertinents par rapport à la thématique de la table ronde. Il s'articule autour de quatre chapitres :

En premier lieu, il explore le contexte du développement, en s'attachant particulièrement à analyser les principales stratégies déployées pour atteindre les objectifs de développement du millénaire, et la pertinence des approches de communication mises en œuvre. Il souligne également d'autres défis importants du développement où la communication peut jouer un rôle déterminant.

Deuxièmement, il analyse le contexte très évolutif de l'environnement de la communication au début de ce 21<sup>ème</sup> siècle - en s'inspirant notamment d'un document similaire préparé pour la table ronde de 2001 - et examine certaines conséquences des changements de l'environnement sur les débats en cours dans le domaine de la communication.

Enfin, il examine les aspects relatifs au financement et aux ressources disponibles pour la communication.

Les questions spécifiques de la communication et du développement durable - qui constituent les principaux objectifs de cette table ronde - sont traitées de façon détaillée dans d'autres documents préparés pour la table ronde - et ne sont que survolés dans celui-ci.

Les points de vue exprimés dans ce document sont ceux de son auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de la FAO ou d'une autre organisation.

## **1. LE CONTEXTE DU DÉVELOPPEMENT**

### **1.1. De la mondialisation à la sécurité mondiale**

Un des principaux événements mondiaux intervenus depuis la précédente table ronde - les terribles événements du 11 septembre 2001 et leurs suites - a modelé pratiquement tout le reste. La communication au-delà des frontières et entre les cultures n'avait jamais été aussi dense auparavant et jamais la sécurité mondiale n'a autant dépendu des canaux qui assurent cette communication. Et pourtant ces canaux n'ont probablement jamais été aussi fragiles.

Avant le 11 septembre, la plupart des discours sur le développement étaient axés sur la mondialisation, ainsi que l'interdépendance et l'inter connectivité entre tous les peuples, un processus fondamentalement déterminé par les flux de plus en plus rapides de l'information à travers le monde. Les événements du 11 septembre ont constitué le point de départ d'un changement dans l'attention politique internationale, l'éloignant des questions liées à la mondialisation, avec, en parallèle, le renforcement d'un esprit partisan dans les médias.

Ce phénomène a été particulièrement évident dans la couverture, par les grands médias, des conflits qui ont suivi le 11 septembre, notamment celui de l'Irak. Plusieurs grands médias (notamment le New York Times, le Washington post et CNN) ont publiquement remis en question leur propre couverture du déroulement de la guerre d'Irak qui a conduit à une perte notable de crédibilité dans leur public. Ces événements ont également vu émerger de nouveaux acteurs médiatiques puissants – comme la chaîne Al Djazira – qui ont, dans la controverse et la critique, attiré de considérables nouveaux publics dans le monde arabe et représentent désormais un défi majeur à la domination des réseaux occidentaux d'information. Aux USA, l'émergence et la popularité rapide acquise par d'autres nouveaux acteurs comme Fox TV, explicitement plus chauvine dans son traitement de l'information pendant la couverture de la guerre contre l'Irak et contre le terrorisme, ont renforcé une tendance à la fragmentation de l'industrie des médias. La BBC a subi une crise majeure qui a conduit au départ de son directeur général et de son président, après une controverse sur un rapport judiciaire indépendant sur la mise en cause, par la BBC, des justifications avancées par le gouvernement pour s'engager dans la guerre.

Cette fragmentation et cette augmentation de l'esprit partisan dans les principaux médias couvrant en même temps une crise internationale – à un moment où la communauté internationale est si divisée – auraient pu conduire à un renforcement du soutien de la communauté internationale des donateurs pour les organisations qui visent à encourager le débat public au niveau national et international ; mais c'est le contraire qui s'est produit. Au niveau international, ces organisations chargées de couvrir les questions du développement des pays en développement pour les grands médias, avec une perspective indépendante par rapport aux pays développés mènent un combat inégal.

La plupart des grandes ONG engagées dans la génération de flux d'informations en provenance des pays en développement, au-delà des frontières et des cultures, comme InterPress Services, Oneworld.net et Panos, se trouvent dans une précarité jamais connue et ont de sérieux problèmes pour sécuriser leurs sources de financement et leurs revenus. Au niveau national, le choix de plusieurs donateurs d'apporter un soutien budgétaire aux gouvernements a souvent conduit à priver de ressources les organisations de la société civile et les organisations de soutien aux médias qui visent, par la fourniture d'informations pertinentes, à renforcer le dialogue au sein des sociétés.

Le chapitre 4 propose une analyse détaillée des tendances des donateurs sur le terrain. Il est toutefois difficile de discerner, parmi les donateurs et acteurs du développement, une réaction stratégique significative à l'après 11 septembre, s'agissant notamment de la construction de passerelles en matière de communication et de dialogue des cultures. Il est impossible, dans un bref panorama, de proposer une analyse détaillée de ces tendances et de ces questions, mais il est clair que le terrorisme mondial et la guerre engagée contre ce terrorisme sont des événements où la communication a un rôle essentiel à jouer pour rendre le monde moins dangereux. Mais il n'existe aucun effort concerté dans ce sens et – comme l'indique le chapitre 4 sur les tendances – on constate, au contraire, une étrange tendance générale au désinvestissement par rapport à ce type de communication.

## 1.2. Objectifs de développement du millénaire (ODM) et Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) : le rôle central de la communication

Les principaux points de référence stratégiques pour la communauté mondiale du développement sont les objectifs de développement du millénaire. Presque toutes les agences de financement bilatérales et la plupart des agences multilatérales ont explicitement aligné leurs priorités stratégiques sur l'atteinte des ODM (Voir encadré).

### Objectifs internationaux de développement des Nations Unies à l'horizon 2015 :

Eradiquer la pauvreté extrême	Réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar US par jour
	Réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim
Réaliser l'éducation primaire universelle.	Assurer à tous les garçons et à toutes les filles une éducation primaire complète
Promouvoir l'égalité de genre et l'émancipation des femmes	Éliminer la disparité des genres dans l'éducation primaire et secondaire de préférence avant 2005 et pour tous les niveaux avant 2015
Réduire la mortalité infantile	Réduire de deux tiers les taux de mortalité pour les bébés et les enfants de moins de cinq ans
Améliorer la santé maternelle	Réduire des trois quarts les taux de mortalité maternelle
Combattre le VIH/SIDA, la malaria et d'autres maladies	Arrêter, puis commencer à inverser la propagation du VIH/SIDA
	Arrêter, puis commencer à inverser l'incidence de la malaria et d'autres maladies importantes
Assurer la durabilité de l'environnement	Intégrer les principes de développement durable dans les politiques et les programmes des pays et inverser la perte de ressources environnementales
	Réduire de moitié la proportion de personnes sans accès durable à une eau potable sûre
	Réaliser l'amélioration des conditions d'existence d'au moins 100 millions d'habitants de taudis
Développer un partenariat mondial pour le développement	Système commercial ouvert, besoins spécifiques des PMA, dette, emploi, accès aux médicaments, TIC.

L'objectif qui a la plus forte priorité – et autour duquel beaucoup d'autres s'articulent – est de diminuer de moitié le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar US par jour à l'horizon 2015. La principale stratégie adoptée par la communauté internationale pour réaliser cet objectif est le développement de cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, un processus initié par la Banque mondiale et désormais adopté par la plupart des agences de développement comme élément de base de leurs stratégies de développement.

Le principe d'appropriation de ces stratégies se trouve au cœur du processus du CSLP et constitue, en fait, le principe fondateur pour tous les ODM et les dispositifs associés comme le Nouveau partenariat économique pour le développement de l'Afrique (NEPAD). La Banque mondiale a affirmé à plusieurs reprises que ces stratégies ne réussiront que si l'on met en place, au sein des pays, un processus authentique d'appropriation, une véritable participation et un dialogue avec tous les secteurs de la société.

Pour réaliser cette appropriation, il est indispensable, comme l'indique la Banque elle-même, de mobiliser fortement la communication. «La participation, clé de voûte du CSLP, repose sur une communication précise, cohérente et continue, qui déclenche des réactions et incite au dialogue et au débat pour une meilleure compréhension des

problèmes, leur mise en perspective contextuelle et la participation de la population à toutes les phases du processus de CSLP», affirme la Banque mondiale dans son document de référence sur la communication dans les CSLP.<sup>1</sup>

Les CSLP ont commencé à se développer en 1999 avec une appellation différente, 'les cadres globaux de développement'. Bien que l'on ait consacré des millions de dollars à la mise en place des processus CSLP, des critiques répétées ont été formulées sur la participation inadéquate de la société civile à leur conception<sup>2</sup>, ainsi que sur le manque de sensibilisation du public et d'appropriation du processus. On a également critiqué l'absence de débat public sur les CSLP, notamment à travers les médias, et des enquêtes ont bien souvent montré que peu de journalistes ou rédacteurs ont été sensibilisés aux CSLP mis en place dans leurs propres pays<sup>3</sup>.

La publication, par la Banque mondiale, d'un document de référence sur la communication dans les CSLP en 2003, compilé à travers un processus de consultation des ONG de communication et d'autres organisations, montre clairement l'importance que la Banque accorde à la communication dans ce processus.

La communauté de la communication a bien souvent fait observer, au fil des ans, que les stratégies de communication sont généralement conçues après coup, au lieu d'être intégrées dès les premières phases de réflexion sur les stratégies de développement. Cela est lié aux trop faibles ressources accordées aux activités de communication et à la formation insuffisante des personnels. La stratégie centrale de développement déployée pour atteindre les objectifs primaires de développement de notre temps – réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015 – confirme clairement cette observation. Les cinq dernières années montrent à l'évidence que le niveau d'appropriation, de participation et de débat public dans les CSLP (et dans les stratégies associées comme le NEPAD) est insuffisant et exige, pour avoir quelques chances de réaliser les objectifs de développement du millénaire, que le rôle de la communication soit fondamentalement réévalué et repositionné.

### **1.3. L'après- Nicaragua : la communication dans la lutte contre le VIH/SIDA**

#### **1.3.1. Une mutation dans le débat sur la communication sur le VIH/SIDA**

La dernière table ronde sur la communication pour le développement, tenue au Nicaragua en 2001, s'est clairement centrée sur la communication dans le domaine VIH/SIDA, qui vise à réaliser un des objectifs de développement du millénaire, à savoir : arrêter la propagation du VIH à l'horizon 2015. La table ronde a bien accueilli le regain d'énergie et de financements consacrés aux questions du VIH/SIDA et elle a formulé une déclaration synthétisant les principales conclusions de la réunion. Les participants de la table ronde ont été à la fois explicites et sincères pour admettre que les stratégies de communication n'ont pas réussi à prévenir la pandémie de VIH/SIDA, pour diverses raisons. La déclaration a notamment avancé les éléments d'explication suivants :

*“Les stratégies de communication mises en œuvre dans le domaine du VIH/SIDA se sont montrées inadéquates pour contenir et réduire les effets de l'épidémie. Elles ont souvent, par exemple :*

<sup>1</sup> *Strategic Communication in PRSP*, Masud Mozammel et Barbara Zatlouk, Banque mondiale, 2003

<sup>2</sup> De nombreux exemples de ces critiques par les ONG internationales, nationales et autres ont été relevés. Voir notamment : *Structural Adjustment in the name of the poor: the PRSP experience in the Lao PDR, Cambodia and Vietnam* par Jenina Joy Chavez Malaluan et Shalmali Guttal, Focus on the Global South, 2002

<sup>3</sup> *Reducing Poverty: Is the World Bank's strategy working* by Kitty Warnock, Panos 2002 et *Hearing the voices of the poor: encouraging good governance and poverty reduction through media sector support*, Dr Ann Hudock, World Learning Foundation 2003

- *considéré la population comme l'objet du changement et non pas comme l'acteur principal du changement;*
- *concentré leur action sur quelques comportements individuels au lieu de prendre également en compte les normes sociales, les politiques, les cultures et les environnements;*
- *transmis l'information fournie par les experts techniques plutôt que diffuser, avec discernement, les informations nécessaires pour nourrir le dialogue et les débats;*
- *essayé de pousser la population à faire quelque chose plutôt que de négocier avec elle un processus de partenariat.*

*Pour ralentir l'épidémie, il faut plutôt déployer une réponse multisectorielle, mobiliser la communication face aux comportements qui contribuent à propager de l'épidémie et à leurs causes (inégalité, dommages, pauvreté, exclusion sociale et politique, discrimination, notamment à l'égard des femmes)."<sup>4</sup>*

Depuis la dernière table ronde, la lutte contre le VIH/SIDA a continué à se développer rapidement et on peut clairement discerner l'influence de la table ronde et des débats qui l'ont entouré, dans plusieurs événements importants. L'UNICEF a été l'une des premières à développer un nouveau programme de communication pour le changement social (également appelé communication pour les droits humains) en Afrique orientale et australe et plus spécifiquement en Ethiopie et en Zambie. La Fondation Rockefeller a décidé, en 2003, d'accélérer son travail dans ce domaine en soutenant la mise en place du Consortium de communication pour le changement social. L'Institut Panos a publié – en se basant sur les arguments de la table ronde – un rapport d'évaluation de la programmation de la communication intitulé *Missing the message: 20 years of learning from HIV/AIDS*. Ce rapport a été téléchargé plus de 100 000 fois sur le site Internet de l'Institut Panos, montrant l'intérêt massif existant dans ce domaine. De très nombreux autres exemples montrent une forte évolution vers des approches de la communication sur le VIH plus axées sur le changement social et associant une plus grande gamme d'organisations.

Malgré cela, une grande confusion stratégique persiste dans le domaine de la communication sur le VIH. La plupart des débats de la dernière table ronde se sont centrés sur la nécessité de stratégies à long terme – qui associent des approches comportementales et des approches axées sur le changement social – et qui favorisent l'expression de la population et la diffusion de ses propres messages. Alors que les agences de financement multiplient les déclarations d'intention, rien ne montre que les critères de financement et d'attribution des ressources aient changé pour aller dans le sens de cette nouvelle orientation. D'intenses controverses se sont développées au cours de la XV<sup>ème</sup> conférence sur le SIDA, à Bangkok, s'agissant de l'insistance du gouvernement US pour que à voir ses fonds consacrés à la promotion de l'approche AFP (abstinence, fidélité, préservatifs) et elles ont mis en évidence la persistance des désaccords sur la prévention et l'approche de communication sur le VIH/SIDA.

Il y a pourtant eu un changement clair dans le discours sur les stratégies de communication sur le VIH/SIDA, et cette nouvelle orientation est bien illustrée par la nouvelle stratégie du Dfid sur le VIH/SIDA, publiée en juillet 2004.

*"Les campagnes médiatiques, utilisant des stratégies de communication appropriées et adaptées aux contextes et aux langues locales constituent un élément essentiel [de notre stratégie]. Les campagnes d'information verticale sont rarement aussi efficaces que les médias plus interactifs comme les feuillets ou le théâtre, qui permettent de*

<sup>4</sup> Communication for Development Roundtable Report: Focus on HIV/AIDS Communication and Evaluation, UNFPA, UNESCO, Rockefeller Foundation, Panos, 2002

*mieux explorer des questions complexes et de présenter des visions contradictoires, ce qui contribue à encourager le débat public..... Les programmes liés aux changements de comportement et d'autres programmes de communication peuvent – s'ils sont soutenus par un environnement positif – jouer un rôle efficace dans les stratégies de maîtrise du VIH et devraient être véritablement intégrés dans les programmes nationaux de lutte contre le SIDA. Il est nécessaire de mettre en place une approche de communication coordonnée, associant les gouvernements, les médias locaux et nationaux et la société civile dans son ensemble. ”<sup>5</sup>*

### **1.3.2. Traitements anti-rétroviraux et approche intégrée de communication**

Les débats sur le VIH/SIDA ont beaucoup évolué au cours des deux dernières années avec notamment la mise à disposition de ressources nettement plus importantes, le développement rapide et la baisse des coûts des traitements anti-rétroviraux (TAR). La principale évolution réside dans une nouvelle réponse au VIH/SIDA axée sur la fourniture de traitements pour les millions de personnes infectées par le virus. La meilleure illustration est fournie par l'initiative 3X5 de l'OMS (qui fournira des TAR à trois millions de personnes à la fin de 2005), mais cette initiative soulève quelques problèmes au sein de la communauté de la communication, car elle contribue à une re-médicalisation du traitement de la pandémie du SIDA et à un recul des stratégies de communication et de prévention.

L'OMS elle-même a toutefois fortement insisté sur l'importance d'une approche intégrée, combinant le traitement, la prévention et une série de stratégies de communication favorisant les changements de comportement et les changements sociaux. En mai 2004, l'OMS et l'Institut Panos ont co-organisé une importante consultation d'experts provenant d'agences internationales et de pays en développement sur la conception d'une stratégie intégrée de communication. Le rapport de cette consultation<sup>6</sup> sera disponible au cours de la table ronde 2004.

Même si la question du traitement domine de plus en plus la réponse au VIH/SIDA, l'information et la responsabilisation des populations affectées par le VIH/SIDA reste le principal défi pour contenir sa progression. Un argument majeur souligné au cours de la réunion OMS/Panos pour renforcer les arguments favorables au traitement, est qu'il offre également une opportunité pour communiquer et prévenir, en normalisant et déstigmatisant la maladie, en encourageant les personnes infectées et permettant à la société civile de développer son activité de plaidoyer sur le VIH/SIDA et les questions associées. Le rapport : *HIV/AIDS Communication and Treatment Scale-Up: Promoting civil society ownership and integrated approaches to communication*, devrait être disponible au cours de la table ronde.

### **1.3.3. Qui coordonne les réponses au VIH/SIDA?**

Une question de plus en plus urgente, pour les praticiens et les théoriciens de la lutte contre le VIH/SIDA, est l'absence de coordination des approches de communication au plan international, alors que les changements sont si rapides et les débats si intenses autour de ce thème. Pendant plusieurs années, l'UNAIDS n'a pratiquement pris aucune initiative de coordination des approches de communication et les capacités de coordination des autres structures des Nations unies sur le VIH/SIDA n'ont pas non plus été développées. Des enseignements importants et multiples peuvent être tirés

<sup>5</sup> Taking Action: the UK's strategy for tackling HIV/AIDS in the developing world, DFID, July 2004 ([www.dfid.gov.uk](http://www.dfid.gov.uk))

<sup>6</sup> Publié par l'OMS et l'Institut Panos

de 20 années de lutte contre le VIH/SIDA, mais ils ne sont pas convenablement pris en compte car il n'existe pratiquement pas de coordination de la communication au niveau de la communauté internationale.

## **2. L'ENVIRONNEMENT DES MÉDIAS ET DE LA COMMUNICATION**

### **2.1. Les technologies d'information et de communication**

#### **2.1.1. Le Sommet mondial**

Le document préparé pour la table ronde de 2001 a relevé avec insistance l'intérêt international croissant pour le potentiel des TIC pour le développement, ainsi que les rapports, initiatives et réunions développés à ce sujet au niveau international.

Cela comprenait notamment rapport du PNUD sur le développement humain de 2001, la Conférence sur le savoir mondial tenue à Kuala Lumpur en 2000, le plan d'action produit par le G8 (groupe de travail sur les opportunités du numérique) et le groupe de travail des Nations unies sur les TIC. Les objectifs de développement du millénaire ont souligné le fait que les TIC s'engagent, «en coopération avec le secteur privé, [à] rendre leurs avantages disponibles, s'agissant notamment des technologies d'information et de communication».

L'évènement le plus important depuis la dernière table ronde – et probablement la plus grande réunion organisée sur le thème de la communication et du développement – a été le Sommet mondial sur la société de l'information, tenu en décembre 2003, à Genève. Le SMSI et toutes les réunions du Comité préparatoire qui l'ont précédé, ont permis d'engager un débat majeur sur le rôle des technologies de l'information et de la communication dans la lutte contre la pauvreté. Le plus grand défi de ce sommet est, selon la déclaration officielle, «d'exploiter le potentiel des technologies d'information et de communication pour promouvoir les objectifs de développement de la déclaration du millénaire».

Le SMSI a été une conférence majeure, qui a rassemblé plus de 11 000 personnes. Elle a été précédée par trois réunions du comité de préparation, une réunion intersessions, cinq conférences régionales et une série d'autres réunions et processus parallèles. Le déroulement de la conférence a été marqué par de nombreux débats et un engagement fort des pays en développement, mais des difficultés sont également apparues.

La première était relative à la crédibilité du processus du sommet au sein d'un large groupe d'acteurs concernés par les TIC, notamment les donateurs et les organisations du secteur privé. Le sommet lui-même a attiré plus de 11 000 participants et a permis d'organiser une remarquable démonstration des innovations utilisant les TIC pour l'intérêt public et la réduction de la pauvreté, ainsi qu'une série de réunions informelles très toniques organisées parallèlement au sommet formel (notamment le Forum mondial des médias électroniques). Mais, l'adoption de la déclaration formelle de ce sommet gouvernemental et d'un plan d'action de 7 000 mots ont été critiquées, car elles ne reposaient que sur un consensus minimal entre les parties en présence. Les débats du pré sommet se sont souvent préoccupés des questions de protection des libertés, notamment sur le contenu et les médias, plutôt que de s'orienter clairement vers les défis du futur. La tentative de création d'un nouveau fonds de solidarité numérique a reçu un accueil plutôt tiède de la part des donateurs et le sommet n'a pas beaucoup attiré l'attention publique internationale, à l'inverse d'autres sommets similaires des Nations unies. La définition générale de la «société de l'information» – qui a été davantage formulée en termes technologiques qu'en termes sociaux – reste controversée. Une deuxième phase du processus du sommet doit se tenir à Tunis en 2005. Comme le plan d'action produit par le processus de Genève pèse déjà lourdement sur les programmes d'activités d'organisations comme l'Union

internationale des télécommunications, il y a peu de chances que les conclusions du sommet aient déterminé, de façon décisive, des développements politiques ultérieurs, notamment parmi les organisations de donateurs. L'engagement du secteur privé dans le processus du SMSI est resté très faible.

On s'interroge pour savoir si la déclaration du SMSI constitue vraiment une percée ou un consensus suffisant entre les multiples acteurs pour avoir un véritable impact sur le terrain. Les ingrédients déterminants de la réussite et de la crédibilité d'autres sommets et du processus politique mondial – notamment une interaction dynamique entre les gouvernements et les secteurs privé et public – sont insuffisants, de même que consensus *a minima* établi entre les gouvernements, spécifiquement entre ceux du nord et ceux du sud.

La récente histoire du développement des TIC montre que leur propagation et leur application dépendent largement du secteur privé et de la société civile et beaucoup moins des gouvernements. Le SMSI a tenté de le refléter dans l'organisation de la conférence, à travers notamment la diversité et le dynamisme des exposants et des participants à la conférence, mais la question de savoir si le processus gouvernemental formel de la conférence ouvre la voie pour réduire la fracture numérique et celle de l'information – là où elles comptent le plus, sur le terrain – reste sans réponse.

On aurait pu espérer qu'un tel sommet, développé par un long processus, organisé en deux grandes étapes, soutenu par les Nations unies et portant sur le thème de la société mondiale de l'information, puisse déterminer, ou à tout le moins influencer fortement les agendas et les débats des organisations de communication pour le développement présents sur le terrain, mais, de toute évidence, cela n'est pas en train de se produire.

### **Principales recommandations et conclusions de la déclaration officielle du Sommet mondial de la société de l'information, 2003**

1. La déclaration considère que les TIC constituent la principale fondation de la société de l'information et adopte l'objectif, partagé avec tous les acteurs concernés, de mettre en place une infrastructure et des services universels pour les TIC, accessibles, équitables et abordables.
2. Relancer la confiance dans les TIC, notamment en termes d'information et de sécurité des réseaux, d'authentification, de protection des consommateurs et de la vie privée – ces aspects ayant été sous estimés en tant que conditions du développement de la société de l'information.
3. Les TIC sont également des outils essentiels de bonne gouvernance. La déclaration souligne la nécessité de créer un environnement favorable, au niveau national et international, régi par la Loi, et organisé dans un cadre de régulation et une politique incitatifs, transparents, propices à la concurrence, technologiquement neutres et prévisibles.
4. Si l'accès universel est le fondement d'une véritable société de l'information, le renforcement des capacités en est le moteur. La déclaration reconnaît que c'est seulement en motivant et en éduquant les populations non familières avec Internet et ses puissantes applications, que l'on pourra cueillir les fruits de l'accès universel.
5. Elle considère également que les ressources doivent être canalisées vers les groupes vulnérables et marginalisés afin de s'assurer de leur adoption et de l'émancipation de ces groupes.
6. La déclaration réaffirme la nature universelle et indivisible de tous les droits humains, des libertés fondamentales, de la démocratie et de la bonne gouvernance dans la société de l'information.
7. S'agissant de la propriété intellectuelle, la déclaration souligne l'importance d'encourager l'innovation et la créativité, tout en encourageant le partage des connaissances, comme moteur de l'innovation et de la créativité.
8. Elle met également en valeur le nécessaire respect de la diversité culturelle et linguistique ainsi que de la tradition et la religion. S'agissant particulièrement d'Internet, cela se traduit par des contenus, multilingues, diversifiés et culturellement pertinents.
9. La déclaration souligne la nécessité d'associer tous les acteurs et les organisations intergouvernementales à la gestion d'Internet, à l'examen des questions techniques et à l'élaboration des politiques publiques. Mais la question de la gouvernance mondiale d'Internet s'est avérée trop complexe pour être abordée en détail. Un accord a donc été trouvé sur la mise en place d'un groupe de travail ouvert et exhaustif, chargé d'explorer la question de la gouvernance d'Internet et de faire des propositions avant la deuxième phase du sommet en 2005.
10. Les principes de liberté de la presse, d'indépendance, de pluralisme et de diversité médiatique sont également réaffirmés.
11. Enfin, la déclaration a exprimé un soutien et un engagement inconditionnel pour la réduction de la fracture numérique à travers une coopération internationale entre tous les acteurs.

Extrait du site Internet du SMSI

La deuxième difficulté majeure a été le débat sur l'engagement de la société civile elle-même, avec une frustration croissante ressentie par celle-ci en raison de l'insuffisance de l'accès (au) et de l'interaction (avec le) processus gouvernemental. En fait, les organisations de la société civile ont produit leur propre déclaration à l'issue du sommet<sup>7</sup>, affirmant qu'après un engagement de deux ans dans le processus de préparation du Sommet, «nos voix et l'intérêt général que nous avons collectivement exprimés ne sont pas pris en compte de façon adéquate dans les documents du sommet».

<sup>7</sup> Cette déclaration, ainsi que la déclaration formelle du sommet, peuvent être trouvées sur [www.itu.int/wsis](http://www.itu.int/wsis).

Une troisième série de débats, qui a divisé la société civile, a tourné autour de la question des droits de la communication et illustré les difficultés récurrentes pour organiser des débats formels sur les rôles et les responsabilités des médias modernes. Cette question est développée dans le paragraphe 2.1.4.

### **2.1.2. TIC : quelle est l'étendue de la fracture?**

La fracture numérique, principal défi du SMSI, reste importante, mais sa nature évolue. Selon un rapport récent de l'UIT<sup>8</sup>, "l'Afrique sub-saharienne abrite environ 10% de la population mondiale (626 millions) mais ne bénéficie que de 0,2% du milliard de lignes téléphoniques du monde. Comparé à l'ensemble des pays à faibles revenus (qui comptent quelque 50% de la population et ne disposent que de 10% des lignes téléphoniques), la pénétration des lignes téléphoniques en Afrique sub-saharienne est environ cinq fois forte dans l'ensemble des pays les moins avancés... Cinquante pour cent des lignes disponibles sont concentrés dans des capitales où vivent seulement environ 10% de la population».

Le même rapport exprime toutefois un point de vue plus optimiste s'agissant de la réalisation des objectifs de développement du millénaire en mobilisant les TIC. «Les TIC peuvent réduire la pauvreté, améliorer la délivrance de l'éducation et des soins de santé, rendre les gouvernements plus accessibles et plus responsables par rapport à la population et bien d'autres choses encore». Le point 18 de l'objectif 8 (des ODM) appelle les signataires de la déclaration, *en coopération avec le secteur privé, à faciliter l'accès aux avantages des nouvelles technologies, notamment l'information et la communication*. Parmi tous les objectifs des ODM, le point 18 reste le plus vague (quels TIC seraient rendus plus accessibles, pour qui, et à quelle échéance?), mais il est aussi le seul sur lequel de nombreux progrès ont été accomplis au cours des années 1990. Toutes les sous-régions du monde en développement ont davantage étendu leurs réseaux de téléphonie fixe et mobile (télé densité totale) depuis 1990 que pendant toute la période précédente.

La propagation de la téléphonie mobile a été extraordinairement rapide. En Ouganda, le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles s'est multiplié par 131 en six ans – la plus grande partie de cette croissance s'étant produite dans les zones urbaines<sup>9</sup>. Dans l'ensemble de l'Afrique, l'an dernier, plus de 13 millions de personnes ont rejoint les réseaux de téléphone mobile. Le rapport de l'UIT sur le développement des télécommunications dans le monde pour 2003 souligne que les statistiques actuelles sous-estiment très certainement l'accès au téléphone mobile et à Internet dans les pays en développement et de nouvelles techniques d'enquête semblent indiquer que les nouvelles technologies sont beaucoup plus utilisées que ce que l'on pensait auparavant.

"De nombreuses questions relatives à la fracture numérique et à la société de l'information tournent autour de l'accès à Internet, mais il faut reconnaître que nous savons très peu de choses sur l'étendue réelle de l'accès à Internet dans les pays en développement.... Plusieurs pays, qui ont commencé à mener des enquêtes, ont découvert qu'ils avaient jusqu'à présent sous-estimé le nombre de personnes ayant

<sup>8</sup> Rapport de l'UIT sur le développement mondial des télécommunications, 2003

<sup>9</sup> Completing the revolution: the challenge of rural telephony in Africa, par Murali Shanmugevelan et Kitty Warnock, Panos 2004

accès à Internet. Par exemple, une étude conduite en Jamaïque en janvier 2003, a découvert que le pays comptait au moins 675 000 utilisateurs d'Internet, c'est à dire plus du double des chiffres suggérés par des estimations précédentes. Un phénomène similaire a été constaté au Pérou, avec une étude de novembre 2000 qui a découvert deux fois plus d'utilisateurs d'Internet dans la seule capitale (Lima) par rapport aux estimations précédentes pour l'ensemble du pays (schéma 2.3). Ces éléments d'information pourraient conduire à considérer que la fracture numérique ne serait pas si grave qu'annoncé dans certaines zones».

Le même rapport affirme également que «les radios sont de plus en plus considérées comme faisant partie de la catégorie du service universel... Les télévisions tendent également à devenir omniprésentes dans de nombreux pays. Le plus grand facteur limitant de pénétration de ces TIC dans les pays les moins avancés reste l'insuffisance des infrastructures électriques»<sup>10</sup>.

Il reste toutefois un très long chemin à parcourir, pour les TIC, ne serait-ce que pour commencer à approcher un niveau de service ou d'accès universel. Dans certains pays, même la radio, reste un média minoritaire. Sur le site Internet Hoot, en Inde, un commentateur des médias et des questions de communication respecté et parfois irrévérencieux a récemment affirmé qu'«en se basant sur les données du recensement de 2001, une enquête a conclu que même si l'Inde peut se targuer de certains succès, il n'en reste pas moins que 81% des ménages ruraux de notre pays ne peuvent toujours pas s'offrir ne serait-ce qu'un téléviseur en noir et blanc, et 68% des ménages ruraux ne possèdent pas de récepteur de radio. Dans tous les Etats de l'est et du nord-est de l'Inde, la possession d'un récepteur de télévision est très faible. Dans l'ouest du Bengale, un ménage rural sur sept, et dans l'Orissa un ménage rural sur dix ont la chance de posséder un récepteur de télévision. Dans l'Etat de Bihar un ménage sur dix huit seulement peut s'offrir un téléviseur. Donc, même si la télévision revendique une très large couverture pendant les périodes électorales, des millions d'électeurs n'en bénéficieront pas.»<sup>11</sup>

Le potentiel des TIC continue à susciter un grand enthousiasme. Toutefois, les débats autour des TIC ont soulevé de nombreuses questions qui incitent aujourd'hui à plus de prudence :

- La distinction est toujours présente entre les anciennes et les nouvelles technologies : on estime désormais qu'il faut évaluer simultanément les nouvelles et les anciennes technologies, comme la radio. Les agences de développement et les praticiens de la communication entreprennent de plus en plus souvent l'évaluation de l'ensemble des technologies d'information et de communication présentes (nouvelles et anciennes) pour déterminer si elles sont en mesure de répondre aux besoins d'information des plus pauvres et si elles leur offrent la possibilité de s'exprimer. Les technologies traditionnelles, comme la radio, connaissent de grands changements. Ce phénomène est largement illustré, comme le montre la FAO dans un ouvrage paru en 2003 sur l'interaction entre la radio et les nouvelles technologies.<sup>12</sup>
- Transformer les mots en actions : après cinq années intensives de réunions, de conférences, de plans d'action et de déclarations au niveau national, la question est désormais de savoir si tous ces mots ont été traduits en actions stratégiques sur le terrain et de quelle façon. Des ressources importantes ont été consacrées

<sup>10</sup> Rapport sur le développement des télécommunications dans le monde, 2003, UIT

<sup>11</sup> The media and the verdict of the election of 2004, Hoot Editorial, 13/5/2004, [www.thehoot.com](http://www.thehoot.com)

<sup>12</sup> The One to Watch: Radio, New ICTs and interactivity, Ed: Bruce Girard, FAO et Friedrich Ebert Stiftung, 2003

au déploiement des TIC et de nombreux donateurs leur ont accordé la priorité, mais les projets TIC sont-ils durables et où en est la coordination entre les plans d'action internationaux et les actions entreprises sur le terrain? Ces conférences ont sans aucun doute renforcé l'importance et la priorité des TIC, mais le véritable test de succès reste de voir si ces déclarations se sont traduites en améliorations sur le terrain et avec quels résultats.

- Une attention croissante est accordée à l'environnement politique et social plus général et à la mise en place d'un environnement plus favorable à l'épanouissement des TIC et d'autres outils de communication. Ce phénomène intervient de façon complémentaire avec des approches d'investissement direct dans des projets spécifiques comme les télécentres etc.

La fracture numérique persiste, mais elle commence à ressembler à la fracture qui existe entre les ruraux et les urbains ou entre les riches et les pauvres, au sein des pays et entre les pays. La communication interpersonnelle, même dans certains des pays les plus pauvres, se développe de façon exponentielle et Internet, comme la téléphonie mobile, contribuent à un changement social en profondeur au sein des pays – sans doute plus vite que nous ne l'avions imaginé.

### **2.1.3. Les médias dans les pays en développement**

Le briefing de la dernière table ronde<sup>13</sup> a précisé le rôle des médias. Alors que, depuis quelques années, les débats relatifs à la communication sur la scène internationale restent dominés par la fracture numérique ainsi que par l'impact et le potentiel des nouvelles technologies de communication, une autre révolution de l'information, plus discrète, se met en place. Pour les quelque 3 milliards d'individus de la planète qui disposent de moins de 2\$ par jour, c'est l'appropriation de la structure et du contenu des médias qui est à l'ordre du jour. Les tendances les plus importantes qui ont modelé le paysage médiatique au cours des cinq dernières années sont de trois ordres<sup>14</sup> :

D'abord, la libéralisation en profondeur des médias pendant la dernière décennie dans de nombreuses régions du monde a favorisé l'apparition de médias plus démocratiques, dynamiques, sollicités et complexes, ouvrant ainsi de nouveaux espaces pour le débat public et l'engagement civique, notamment dans le secteur de la radio. On assiste aussi à l'émergence de médias plus commerciaux, dominés par les annonceurs, ce qui contribue à creuser – dans les pays en développement - le fossé entre riches et pauvres, urbains et ruraux, en matière d'information et de pouvoir.

En second lieu, la concentration croissante des médias – au niveau mondial, régional et national – tend à éliminer les médias indépendants et menacent de remplacer le contrôle gouvernemental par un contrôle exercé par de nouvelles forces commerciales et politiques.

Troisièmement, les pays en développement sont de plus en plus (et non pas de moins en moins) dépendants de sources d'information du Nord, très puissantes, comme la British Broadcasting Corporation (BBC), l'agence Reuters et Cable News Network (CNN), pour leurs informations internationales, s'agissant notamment des sujets comme la mondialisation, le commerce et la politique internationale. Dans les pays du sud nouvellement démocratiques une frustration nouvelle, et croissante,

<sup>13</sup> [www.comminet.com/roundtable2](http://www.comminet.com/roundtable2)

<sup>14</sup> Ces arguments ont été considérablement développés par cet auteur et d'autres dans le *Global Civil Society Yearbook 2002*, publié par la London School of Economics ([www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook](http://www.lse.ac.uk/Depts/global/Yearbook)) et actualisé plus récemment dans *The other information revolution: media and empowerment in developing countries*, par James Deane avec Fackson Banda, Kunda Dixit, Njonjo Mue et Silvio Waisbord dans *Communicating in the Information Society*, Ed Bruce Girard and Sean O'Siochru, UNRISD, 2003. Texte intégral disponible sur : [www.unrisd.org](http://www.unrisd.org).

apparaît quant à la dépendance des médias du sud de sources d'information du Nord, perçues comme véhiculant des points de vues partiels et biaisés en matière de couverture internationale et de mise en place des nouveaux agendas.

Il s'agit d'une révolution complexe, contradictoire, qui marque, depuis un peu plus d'une décennie, une transformation extraordinaire, caractérisée par de nouvelles libertés, une floraison de débats publics, un mouvement résurgent de radios communautaires, une prolifération de chaînes et de titres à travers tous les médias, une interaction dynamique entre les anciennes et les nouvelles technologies et une perte de contrôle inéluctable de l'information par les gouvernements.

Mais si l'on observe du point de vue de la communication pour le développement, on constate l'émergence rapide d'une crise, marquée par un effondrement des médias d'intérêt public. Alors que dans de nombreux pays, la prolifération des médias dans le sillage de la libéralisation a été initialement marqué par un regain du débat public sur toute une série de questions, ce contenu est désormais de plus en plus modelé par les exigences des annonceurs et des sponsors qui financent les médias nouvellement libéralisés, ainsi qu'une tendance dominante toujours plus axée sur le profit. Il en résulte des médias de plus en plus dominés par les sociétés urbaines, orientés vers les consommateurs et qui ne sont plus guère intéressés par le sort de la majorité de la population.

Bien que nous ne disposions que de peu de données et d'observations formelles sur les tendances des médias, s'agissant notamment des contenus relatifs à la pauvreté, de nombreux indices montrent que les contenus portant sur le développement sont de plus en plus marginalisés.

La situation des médias en Ouganda illustre bien la complexité de cette révolution. Il y a un peu plus de dix ans, le pays disposait de deux stations de radio, basées à Kampala. Aujourd'hui, il en y trouve plus de 100 stations FM, principalement commerciales et réparties dans tout le pays. Les émissions de débat et en particulier Ekimeeza – une émission extrêmement populaire capable de rassembler plus de 400 participants – offraient une programmation captivante. Mais l'enthousiasme des organisations internationales de médias pour des programmes de ce type a diminué, par crainte des interférences économiques et politiques qu'elles peuvent engendrer. Les directeurs de journaux ont été de plus en plus mis sous pression par les gouvernements lorsqu'ils publiaient des sujets non politiquement corrects et une nouvelle loi draconienne contre le terrorisme, passée dans le sillage du 11 septembre, a institué en crime capital toute publication considérée comme contribuant à promouvoir le terrorisme. Cette année, plusieurs stations de radio ont dû fermer ou ont été suspendues pour non paiement des licences de diffusion et le secteur est de plus en plus dominé par le profit. L'explosion de la radio s'est accompagnée d'une floraison de médias imprimés indépendants, mais, cette année, Wafula Oguttu, le fondateur et rédacteur en chef d'un groupe indépendant de journaux et de radios très respecté dans le pays, the Monitor, a du démissionner, à l'issue d'un conflit qui l'opposait aux propriétaires du groupe (the Nation media group) car il était déterminé à poursuivre la couverture des questions de développement et d'intérêt public, alors que les actionnaires cherchaient, à l'inverse, à maximiser les profits du groupe.

Les organisations et les praticiens de la communication pour le développement doivent s'adapter à ce nouvel environnement. Les DJ deviennent aussi importants que les journalistes pour porter les questions de développement à l'attention publique. En fait, le journalisme en tant que métier, change de façon radicale et des concepts comme «journalistes de développement» sont sur la sellette. Les journalistes eux-mêmes, lorsqu'ils veulent enquêter sur des sujets de développement – notamment hors de la capitale – rencontrent de plus en plus de difficultés à trouver les ressources nécessaires ou à susciter l'intérêt de leurs rédacteurs en chef. De ce fait, ils sont de moins en moins motivés à aborder les questions de développement, car ce n'est pas un bon

moyen de faire carrière. Les marchés n'étant pas prêts à financer des contenus sur les questions de la pauvreté, les journalistes, les rédacteurs, les éditeurs et les propriétaires des médias n'accordent plus la priorité à ces thèmes. La formation des journalistes est également sous pression, en raison notamment du relâchement de l'intérêt public et de nombreux pays en développement découvrent que leurs journalistes diplômés sont souvent récupérés par les secteurs des relations publiques et de la publicité, ou par les nouvelles organisations.

Les médias publics, qui conservent la possibilité de joindre les populations rurales et marginalisées, doivent affronter une concurrence de plus en plus intense avec les médias commerciaux, alors que les gouvernements réduisent leurs budgets. En conséquences ils sont souvent en crise. Et, au-delà de l'évolution des programmes vers des contenus plus commerciaux et orientés sur la consommation, les médias publics sont quelquefois contraints de supprimer des services en langues nationales, s'agissant notamment des langues minoritaires et de réduire la puissance et la portée de leurs émetteurs.

La fracture numérique devient une fracture de l'information entre urbains et ruraux, riches et pauvres.

Les stratégies de communication changent également dans d'autres secteurs. Il y a dix ans, il était généralement possible de s'adresser à l'ensemble de la population d'un pays par le biais d'un partenariat avec le monopole de diffusion publique. Cela permettait de diffuser très largement des messages, des feuillets ou des programmes de vulgarisation agricole portant sur les questions de développement. Cela devient de plus en plus difficile aujourd'hui, avec un environnement médiatique constamment embouteillé, un marché des médias fragmenté, les réductions budgétaires et d'autres pressions sur les anciens monopoles de diffusion. Les contenus eux-mêmes changent, avec davantage de programmes de discussion et de talk shows qui se combinent de plus en plus avec les nouvelles technologies (y compris les inserts téléphoniques), ce qui détermine au sein des sociétés de nouveaux modèles de communication en réseaux, plus horizontaux, qui remplacent les modèles plus verticaux du passé. La radio, en particulier, devient un média plus interactif.

De nombreuses agences de développement et les donateurs réagissent aux nouveaux marchés des radios commerciales en les pénétrant activement et font désormais partie de leurs clients les plus importants. Leurs apports, sous forme de paiement de la diffusion de spots ou de programmes sponsorisés, sont devenus une composante essentielle des revenus de certaines radiodiffusion et l'on craint désormais que ce phénomène ne crée un marché artificiel et que les auditeurs ne reçoivent plus que des informations provenant de l'organisation – de développement ou non – qui dispose du plus gros budget, plutôt que d'informations d'intérêt public, choisies selon des critères journalistiques.

La double révolution – des TIC et des médias – offre d'importantes nouvelles opportunités, mais aussi des défis nouveaux et complexes. Mais par-dessus tout, ce nouvel environnement appelle une nouvelle approche de la communication pour le développement, basée sur le bon vieux principe de la communication participative, soutenu par la FAO, en l'adaptant au contexte du nouvel environnement. En termes de communication, les nouveaux environnements se caractérisent par leur organisation en réseaux et l'approche des praticiens de la communication s'appuie moins sur la diffusion de messages et plus sur une problématique fondée sur le dialogue et le débat.

L'environnement de la communication en mutation	
Traditionnel	Nouveau
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modèles verticaux de communication – du gouvernement vers la population</li> <li>• Systèmes de communication unipolaires</li> <li>• Peu de sources d'information Few information sources</li> <li>• Facile à contrôler – pour le meilleur (générer une information précise pour de grands groupes de population) et le pire (contrôle gouvernemental et censure).</li> <li>• Envoyer un message</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Modèles horizontaux de communication – de la population vers la population</li> <li>• Réseaux de communication</li> <li>• De nombreuses sources d'information</li> <li>• Difficile à contrôler – pour le meilleur (plus de débats, d'expression et de confiance) et pour le pire (plus complexe, questions de précision)</li> <li>• Poser une question</li> </ul>

#### **2.1.4. Médias, liberté et pauvreté – un débat difficile**

Les tendances et les questions entre les médias et l'intérêt public sur le plan international, soulignées ci-dessus, – y compris dans les pays en développement – font l'objet de peu de recherches ou d'analyses et sont rarement évoquées dans les débats sur la communication pour le développement.

Le rôle des médias dans les sociétés d'information modernes est passé relativement inaperçu pendant le sommet mondial sur la société de l'information, toute l'attention étant consacrée aux nouvelles technologies de la communication. Cela n'est pas étonnant, compte tenu de la sensibilité des médias et d'une large tranche de la société civile aux délibérations gouvernementales et aux interférences dans la définition des responsabilités des médias. Les débats sur les liens entre les médias et la pauvreté ne progresseront sans doute pas beaucoup pendant la prochaine phase du SMSI, et il y a peu de chances qu'un tel débat permette d'affirmer l'importance des principaux médias pour aborder cette question.

Toutefois, si comme ce document le suggère, le désintérêt croissant des grands médias pour traiter les questions de la pauvreté, est confirmé – tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés – il sera urgent de définir de nouvelles stratégies pour engager le dialogue avec ces médias. Ces difficultés, qui ne datent pas d'hier, et les problèmes liés aux débats sur le rôle des médias dans le développement, ont refait surface de façon évidente dans la préparation du SMSI.

Avant le SMSI, de nombreuses ONG d'information et de communication se sont réunies pour s'organiser spécifiquement pour le sommet avec un thème central «axé sur le droit à la communication comme outil de renforcement des droits humains et de la vie sociale, économique et culturelle des populations et des communautés».

Ce groupe, Droits de la communication dans la société de l'information (CRIS), a été très efficace pour rassembler de nombreuses organisations de plaidoyer de la société civile et des médias, impliqués dans les questions de l'information, et pour s'engager positivement et efficacement dans le processus de préparation du SMSI. Mais de fortes critiques ont été exprimées par certaines organisations pour la liberté des médias, notamment par World Press Freedom Committee et Article XIX, qui craignent que certaines articulations de ce droit à communiquer ne cachent des tentatives pour imposer des contrôles sur les médias indépendants. D'autres informations peuvent être trouvées sur : [www.crisinfo.org](http://www.crisinfo.org), <http://www.article19.org/docimages/1512.doc> et le World Press Freedom Committee a publié une attaque particulièrement bien formulée par le Département d'Etat américain sur <http://www.state.gov/e/eb/rls/othr/20101.htm>.

Ces débats, qui rappellent ceux du nouvel ordre de l'information et de la communication des années 1980, ont été quelquefois cinglants et ont illustré la question récurrente de l'organisation d'un véritable débat public international sur le rôle

des médias au 21<sup>ème</sup> siècle. Alors que les organisations de plaidoyer social continuent à s'inquiéter du pouvoir et de la démission de médias de plus en plus concentrés et orientés vers les consommateurs, les organisations qui défendent la liberté des médias deviennent de plus en plus méfiants à l'égard de toute tentative formelle pour éroder une liberté des médias durement acquise<sup>15</sup>.

Le lien étroit qui existe entre le débat public et le dialogue sur la pauvreté et d'autres questions sociales à travers les médias a été souligné depuis de nombreuses années, mais il a souvent été difficile d'organiser des discussions ouvertes et constructives sur ces thèmes. La mutation rapide de l'environnement de la communication dans quelques uns des pays les plus pauvres de la planète, montre qu'il est urgent d'ouvrir de nouvelles voies pour aborder ces questions, et si possible avec les grands médias<sup>16</sup>. Mais les occasions d'organiser des rencontres crédibles sur les questions du développement, en rassemblant les grands médias, les médias alternatifs, les organisations de plaidoyer social, les gouvernements et les décideurs sont actuellement plutôt rares. Compte tenu de l'expérience acquise au cours des années, un tel débat, quand il aura lieu, devrait sans doute être dirigé pour des acteurs non gouvernementaux (notamment dans le secteur des médias).

### **3. UN FINANCEMENT CONTRADICTOIRE.**

Comme ce document a tenté de l'illustrer, il ne manque pas de bons arguments pour montrer combien la communication pour le développement est un outil déterminant pour la réalisation des objectifs de développement du millénaire, mais les politiques bi et multilatérales de communication n'ont jamais été – en dehors d'exceptions notables – aussi difficiles à saisir.

Les organisations qui ont su engager des débats stratégiques approfondis sur le rôle de la communication ont systématiquement augmenté les financements et renforcé le personnel dans le secteur de la communication pour le développement. Le ministère britannique du développement international (Dfid) illustre parfaitement cette tendance. Il y a cinq ans, le Dfid était une organisation sans grand intérêt historique ni expertise sur les questions de communication pour le développement. Mais après une série de débats et d'analyses internes sur ce thème, il est arrivé à la conclusion que la communication est devenue un élément déterminant pour la réalisation des objectifs généraux du développement.<sup>17</sup> En conséquence, le Dfid a augmenté de façon spectaculaire ses investissements dans ce secteur, s'est engagé dans des partenariats structurés et stratégiques avec d'autres donateurs et a appuyé le lancement d'une série de programmes d'information à grande échelle (notamment les programmes CATIA (Catalysing Access to Information and Communication Technologies in Africa) et Building Communication Opportunities). Plus important encore, le Dfid s'est fortement restructuré pour mieux refléter à la fois l'importance de la communication et le caractère multisectoriel de la programmation et du soutien à apporter à ce secteur. En créant une unité d'information et de communication pour le développement (ICD – une nouvelle

---

<sup>15</sup> L'Institut Panos a organisé, pour tenter de rapprocher ces opinions, un symposium sur le thème Médias, liberté et pauvreté au centre de conférences de la Fondation Rockefeller de Bellagio en octobre 2003, réunissant des participants exprimant des points de vues antagonistes sur ces questions. La déclaration finale de cette rencontre évoque avec un certain optimisme le nouveau consensus réalisé sur cette question (cf. [www.panos.org.uk](http://www.panos.org.uk)).

<sup>16</sup> Ces questions ont été soulignées, en lien notamment avec la promotion des médias alternatifs, au cours de la conférence Our Media tenue à Porto Alegre en juillet 2004. D'autres détails peuvent être trouvés sur le site Internet [www.ourmedianet.org](http://www.ourmedianet.org).

<sup>17</sup> Voir en particulier *The significance of ICTs*

approche par rapport aux centrages précédents sur les TIC ou la technologie), le Dfid a rassemblé, dans une structure unique, la réflexion sur les programmes médiatiques, la communication sur le VIH/SIDA, la gestion du savoir, le programme de soutien aux TIC, la recherche et les fonctions de communication externes. L'organisation recherche activement d'autres donateurs partenaires pour organiser une collaboration stratégique dans le but de soutenir l'information et la communication pour les activités de développement.

Toutefois, les responsables de nombreuses autres organisations bilatérales, notamment en Europe, se trouvent dans une phase de diminution de leur engagement stratégique et de confusion stratégique dans le secteur de la communication<sup>18</sup>. Il y a plusieurs raisons à cela :

- Budgets en diminution : les budgets sont de plus en plus sous pression, notamment au ministère des affaires étrangères des Pays Bas – qui est pourtant un des acteurs les plus importants et les plus expérimentés en matière de médias et de communication pour le développement – dans un contexte général de forte baisse des budgets généraux consacrés au développement<sup>19</sup>.
- Réduction du soutien budgétaire et des prises de décision politiques au niveau mondial : la dépense mondiale sur la communication a diminué, quelquefois très rapidement et elle s'est réorientée sur un soutien budgétaire national, accordé aux gouvernements. Les gouvernements des pays nordiques – qui ont pourtant été parmi les pionniers en matière de soutien aux médias et à la communication depuis plus de vingt ans – réduisent de façon sensible leurs engagements sur le terrain. Au Sida, par exemple, de nombreux programmes mondiaux, dont celui consacré aux médias et à la communication ont été sensiblement réduits.
- Une baisse d'intérêt pour la communication pour le développement : ce n'est pas le cas de nombreuses organisations qui ont accordé une nouvelle priorité à la communication pour le développement. La réduction des financements, lorsqu'elle s'est produite, ne semble pas due à une décision politique visant spécifiquement la communication pour le développement.
- Une gestion basée sur les résultats: on observe une orientation générale – et compréhensible – vers une gestion basée sur les résultats, sur la valeur de l'argent investi et sur la nécessité croissante, dans les pays donateurs, de mettre en évidence l'impact de l'aide au développement. Les interventions de la communication ont généralement besoin de longues périodes pour parvenir à des résultats substantiels et durables et ces résultats sont difficiles à traduire en termes quantitatifs. Toutefois, comme plusieurs rapports l'ont montré récemment,<sup>20</sup> l'impact de la communication, mesuré après une courte durée (3 à 5 ans), n'est souvent pas durable dans les projets de développement, alors qu'un impact

---

<sup>18</sup> Ces conclusions sont tirées d'une présentation faite par l'auteur au cours d'une réunion de Communication initiative en novembre 2003, à partir d'interviews de responsables d'organisations bilatérales et d'autres discussions informelles par la suite. Elles ne sont pas le produit d'une enquête rigoureuse et ne prétendent pas refléter la position officielle des donateurs mentionnés. La description des politiques est celles de l'auteur et pas nécessairement celles des donateurs concernés.

---

<sup>19</sup> La réduction générale des budgets d'aide au développement ne peut plus désormais être considérée comme la tendance générale qui s'est mise en place dans les années 1990, notamment depuis le Sommet du financement du développement à Monterrey, Mexique, en 2002, au cours duquel les donateurs ont promis une augmentation de 16 milliards de dollars US en faveur de l'aide au développement. Voir Reality of Aid report 2004 pour un tableau plus détaillé des tendances de l'aide au développement au cours de la dernière décennie et pour les sévères critiques sur le fait que ni les montants des aides, ni les politiques de développement ne sont suffisantes pour réaliser les objectifs de développement du millénaire. [www.realityofaid.org](http://www.realityofaid.org).

---

<sup>20</sup> Voir Missing the Message for example, *ibid*.

durable sur la pauvreté, ne peut être établi, sur une période de 10 à 15 ans, que par une évaluation à cette échéance. Cela pose de vrais problèmes pour la gestion basée sur les résultats, qui est quelquefois, selon certaines critiques (provenant parfois des organisations de donateurs elles-mêmes), plus intéressée par les produits et les résultats mesurables pendant le cycle du projet, que par l'impact à long terme.

- Le renouvellement rapide des cadres au sein de plusieurs agences de développement : la communication est un domaine complexe qui a besoin de stratégies à long terme et d'une bonne mémoire institutionnelle. Les politiques sont souvent affaiblies par un renouvellement trop rapide du personnel.
- Bien que les organisations de donateurs se soient de plus en plus engagées à se mettre à l'écoute des pauvres et de la société civile en général, il restent très réticents à abandonner le contrôle du processus de communication.

La solution à ces problèmes se trouve en partie dans la communauté de la communication elle-même, qui doit notamment mieux argumenter les raisons pour lesquelles la communication est indispensable à la réalisation des objectifs du millénaire et mettre au point des mécanismes d'évaluation plus efficaces et mieux adaptés au nouvel environnement de la communication.

Cependant, compte tenu de la longue tradition et l'expérience institutionnelle des agences bilatérales européennes ainsi que la reconnaissance croissante de la pertinence de la communication pour relever les défis actuels, c'est aux principaux donateurs qu'il incombe aujourd'hui de procéder à une analyse stratégique plus claire du rôle de la communication sur les questions de développement.

Un bilan des stratégies de communication et des financements provenant des agences multilatérales sera dressé au cours de la table ronde.

#### **4. CONCLUSION: FAIRE FACE AUX NOUVELLES URGENCES**

Les débats récents et la plus grande partie de ce document (et d'autres documents préparés pour la table ronde) se sont penchés sur les différents modèles et approches de la communication, comme ceux qui se fondent sur la diffusion, la participation, le plaidoyer et bien d'autres.

Il est désormais établi que les programmes de communication qui attirent le plus de ressources – notamment ceux qui promettent des changements individuels et rapides de comportement, concrets et quantifiables – sont trop souvent non durables, insuffisamment enracinés dans les cultures où ils opèrent, sans impact à long terme et ils se heurtent à des résistances sociales fondamentales au changement. A l'inverse, les modèles de communication pour le changement social, plus participatifs et partant de la base, ont davantage de difficultés à attirer les financements parce que leur impact est difficile à évaluer à court terme et qu'ils sont souvent difficiles à programmer à grande échelle.

Ces débats sur les différentes approches de la communication sont récurrents et les tables rondes ont conclu de façon répétée, depuis de nombreuses années que la communication pour le développement devrait, par définition, être ancrée dans la population, gérée par elle, et guidée par les personnes qui ont beaucoup à gagner ou à perdre dans le processus du développement. L'environnement de plus en plus complexe et horizontal dans lequel les stratégies de développement sont actuellement déployées, l'importance croissante de l'appropriation, ainsi que les leçons tirées de récents échecs de stratégies de communication trop verticales et pyramidales – notamment pour maîtriser la pandémie de VIH/SIDA, renforce fortement cette approche.

La marginalisation croissante des pauvres par rapport au discours public – à un moment où ces voix sont si importantes – le rôle essentiel de la communication dans les situations de conflit et pour établir des passerelles entre les cultures, la gravité

du VIH/SIDA et d'autres catastrophes sanitaires, l'importance de créer des sociétés davantage basées sur le savoir, les défis d'une mondialisation qui profiterait aux pauvres – tous ces facteurs, de même que d'autres défis urgents de communication – soulèvent une question fondamentale : Pourquoi la communication n'attire-t-elle, comparativement, que peu de ressources financières, et lorsqu'elle parvient à les attirer, pourquoi ces ressources sont-elles disponibles essentiellement pour des interventions de communication à court terme, difficiles à rendre durables? Plus fondamentalement, comment la communication est-elle en capacité de répondre à une simple question : qu'est-ce qui marche vraiment aujourd'hui?

De plus en plus d'indicateurs montrent, aujourd'hui, que beaucoup de choses réussissent bien. Comme le site Internet de Communication Initiative l'a révélé au cours des dernières années et continue à le montrer ([www.comminit.com](http://www.comminit.com)), il existe une quantité et une variété extraordinaires d'interventions de communication innovantes et brillantes, mises en œuvre par des milliers d'organisations et de praticiens de la communication à travers le monde. C'est un des secteurs les plus dynamiques dans le secteur du développement. Mais le problème, en termes de politiques d'investissements et de financement, réside précisément dans cette richesse, car le véritable impact de ces réalisations de communication s'appuie sur une mosaïque d'interventions de terrain complexes et très diversifiées.

Un des défis récurrents qui interpelle la communauté de la communication, est de d'ouvrir de nouvelles pistes efficaces pour mieux canaliser les ressources vers ces approches de communication et de convaincre les grandes organisations de développement de les soutenir sur une grande échelle. Il y a d'importants exemples d'excellentes initiatives de communication qui disposent de méthodologies détaillées et impressionnantes d'évaluation et qui sont développées à grande échelle<sup>21</sup>. La communication pour le développement connaît toutefois des problèmes de duplication et de travail à grande échelle et ses promoteurs n'ont pas toujours su tirer les leçons des meilleures expériences de communication pour le développement et appliquer ces bonnes pratiques à grande échelle.

Tout cela renvoie à la nécessité de (et aux ressources pour) développer de meilleurs mécanismes et outils d'évaluation capables de démontrer l'impact réel de la communication, sans toutefois mettre en question l'approche fondamentale de la communication participative.

Il n'y a probablement existé une telle richesse d'activités de communication pour le développement en cours de mise en œuvre dans des milliers de projets à travers le monde. Les arguments qui montrent l'importance de la communication pour le développement n'ont jamais été aussi irréfutables. Malgré cela, et avec des exceptions notables, la coordination stratégique de ces activités à l'échelle internationale est loin d'être au niveau de l'importance du rôle de la communication pour atteindre les objectifs de développement du millénaire.

---

<sup>21</sup> Soul City en est une bonne illustration. Voir [www.soulcity.org.za](http://www.soulcity.org.za)

# La Communication pour le développement dans la recherche, la vulgarisation et l'éducation

*Niels Röling (PhD)*

## PRÉAMBULE

- (1) On peut avec profit considérer l'innovation comme le résultat d'une action concertée ou d'une synergie entre plusieurs acteurs ou parties prenantes dans le cadre d'un théâtre de l'innovation. La communication pour le développement tente de comprendre, de susciter, de faciliter et de suivre le processus à partir duquel un groupe d'acteurs s'oriente vers une synergie. Elle se concentre sur la définition participative de la structure du théâtre, de la composition des acteurs en son sein, de la compréhension de leur complémentarité et de leur interdépendance, de leurs liens, de leur interaction, de leurs conflits, des accords négociés et de leur collaboration.
- (2) Il n'est pas utile de considérer l'innovation comme étant le résultat du transfert ou de la transmission des résultats de la recherche scientifique aux 'utilisateurs finaux', les agriculteurs. Il n'est donc pas utile de considérer la Communication pour le développement comme l'outil permettant d'améliorer le mécanisme de transmission.

J'ai consacré une bonne partie de ma vie professionnelle à mettre en évidence ces deux points, ma foi sans beaucoup de succès. Même mon concept AKIS (Systèmes de connaissance agricole et d'information pour le développement rural) est retraduit en modèle linéaire. Serait-ce le cas singulier d'un régiment qui ne marcherait pas au pas d'un seul soldat, ou aurais-je perdu mon temps? À vous vous de voir, sur la base des arguments que je vais vous présenter.

## INTRODUCTION

Le titre même de ma présentation pourrait être interprété de plusieurs façons. Prenons le cas d'un étudiant dans une université américaine 'Land Grant'<sup>1</sup> comme cela a été le cas pour certains d'entre nous. Pour cette personne la recherche, la vulgarisation et l'éducation reflètent l'idéologie 'Land Grant' qui considère que l'intégration de ces tâches indépendamment de la politique, est une source de succès et de pouvoir. Point de vue qui peut aussi expliquer la supériorité des universités américaines et qui est le secret qui se cache derrière l'efficacité de l'agriculture américaine. Pour l'agronome moyen en Europe, la recherche et la vulgarisation se réfèrent aux services qui relèvent de la responsabilité de l'Etat et qui sont maintenant de plus en plus privatisés. Elles ont été largement utilisées comme outils politiques pour soutenir la productivité agricole et la compétitivité des industries agricoles nationales. Le terme 'éducation' évoque le renforcement de la qualification et de la compétence des agriculteurs et de leurs fils (Mulder, 2004). Les membres du mouvement de lutte intégrée (IPM) d'écoles paysannes

<sup>1</sup> Note du traducteur: approche de vulgarisation développée aux Etats-Unis et fondée sur une université agricole qui correspond électroniquement avec les fermiers, leur donne toutes sortes d'informations (météo, prix...) et répond à leurs questions techniques.

de terrain - dont certains sont sans doute parmi nous - pourraient en lisant ce titre, penser au manque d'incidence de la recherche sur les écoles d'agriculture sur le terrain, et à la polémique au sein de la Banque Mondiale consistant à savoir si les fermes-écoles représentent 'une forme fiscalement non durable de vulgarisation' (Quizon et al et al, 2000), ou une forme d'éducation pour adultes contribuant à leur transformation et à leur habilitation (voir Pontius et al, 2002; Eveleens et al, sous presse)<sup>2</sup>. Enfin, dans la plupart des pays en développement, les mots 'recherche', 'vulgarisation' et 'éducation' ne sont pas nécessairement liés entre eux. La recherche et la vulgarisation relèvent généralement de la responsabilité de plusieurs conseils d'administration du ministère de l'agriculture, tandis qu'un autre ministère est responsable de l'éducation. On ne penserait pas immédiatement à l'éducation *agricole*. Les points communs de ces trois concepts ne sautent pas immédiatement aux yeux.

En fait, ce dont je parle, ressemble au mot 'chien'. Selon l'expérience de celui qui l'utilise, 'chien' peut suggérer une palette de significations allant de l'idée de mignon, 'meilleur ami' tout doux, à celle d'arme policière effrayante, sanguinaire et menaçante.

Mais pêcher en eaux troubles est une activité fructueuse. Il n'y a rien de meilleur qu'une situation chaotique pour promouvoir son propre point de vue. En ce qui me concerne, l'AKIS ou les Systèmes de connaissance agricole et d'information pour le développement rural (Röling, 1988, Röling and Wagemakers, 1998) est un concept que j'ai développé en me basant sur les travaux de Nagel (1980) et Swanson and Peterson (1989, Swanson, 1990), en utilisant tout particulièrement la notion de 'systèmes à dégradation progressive'<sup>3</sup> de Checkland (1981 et avec Scholes, 1990). Le rôle d'Engel et Salomon (1997) a été capital lorsqu'ils ont élaboré ce concept à partir duquel ils ont conçu une méthodologie puissante, le RAAKS.

L'AKIS a attiré l'attention. La notion a été largement adoptée... encore selon des interprétations très variées. Un examen rapide de certaines d'entre elles me permettra de souligner ce que je considère comme des évolutions inutiles du concept.

Pour McDowell (2004 et 2001), professeur à la Virginia Tech, l'AKIS 'génère et transmet les nouvelles connaissances nécessaires pour affronter les problèmes de l'agriculture'. Personnellement, je ne définirais plus l'AKIS comme étant un acteur à part entière avec sa propre agence. Caractéristique dont mon précédent collègue, Norman Long, un sociologue du développement, a rendu compte et je l'en ai toujours remercié (voir Röling and Leeuwis, 2001). Ce sont les hommes, et non les systèmes qui possèdent une agence. Comment un AKIS pourrait-il savoir quels sont les problèmes en agriculture?

D'autres définitions intéressantes sont présentées dans une vue d'ensemble réalisée par l'ISNAR (Chemar et al, 2003). La FAO et la Banque Mondiale (2000) définissent l'AKIS de la manière suivante:

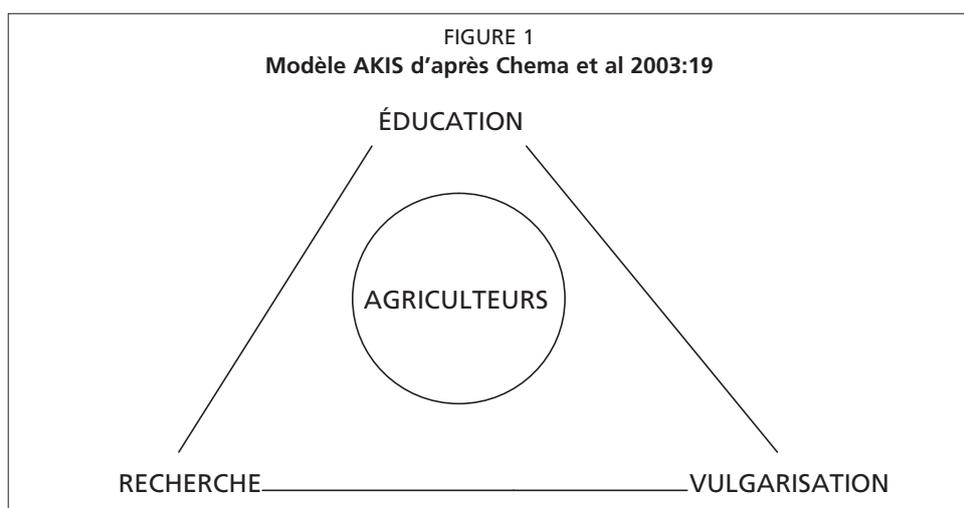
'Un AKIS lie les populations et les institutions afin de promouvoir un apprentissage mutuel, et de générer, de partager et d'utiliser les technologies, les connaissances et l'information liées à l'agriculture. Ce système intègre les agriculteurs, les éducateurs agricoles, les chercheurs et le personnel de vulgarisation afin d'exploiter les connaissances et l'information provenant de plusieurs sources pour améliorer l'agriculture et les moyens d'existence.'

<sup>2</sup> Malheureusement, l'analyse d'Eveleens et al de l'histoire de la lutte intégrée (IPM) en Asie où ils donnent la parole à un grand nombre d'acteurs importants dans ce développement social important, traîne depuis deux ans sur un bureau à la FAO et perd de sa pertinence.

<sup>3</sup> 'Soft systems' en anglais

Cette définition est conforme à mon intention initiale. Elle considère l'AKIS comme un système constitué de personnes. Mais la définition comprend deux aspects sur lesquels je ne suis plus d'accord, ce qui explique pourquoi je suis heureux que mon livre de 1988 soit épuisé. (1) Dans la définition de la FAO et de la Banque Mondiale, les composantes du système, c'est-à-dire les agriculteurs, les éducateurs, les chercheurs et le personnel de vulgarisation, sont *donnés*. J'ai appris que, selon les situations, un AKIS peut comprendre comme acteurs principaux des hommes d'affaires, des dirigeants informels, des prêtres, etc. Définir *a priori* les composantes crée d'importants angles morts avant même que l'on ait commencé et émousse le besoin de s'accorder sur qui sont les acteurs importants dans le 'théâtre de l'innovation' (Engel, 1995). Définir les composantes *a priori* élimine le besoin d'une analyse des parties prenantes. (2) Dans la définition de la FAO et de la Banque Mondiale, l'AKIS est considéré comme une entité qui existe dans le monde. Comme cela deviendra clair ci-dessous, d'après moi le point clef du concept AKIS est la promesse qui le sous-tend: l'ensemble d'acteurs complémentaires se cristallisera en un système synergique dès que ceux-ci se considéreront comme un système. Faire en sorte que cela ait lieu est un des rôles principaux pour les informateurs du développement. Mais j'avance trop vite.

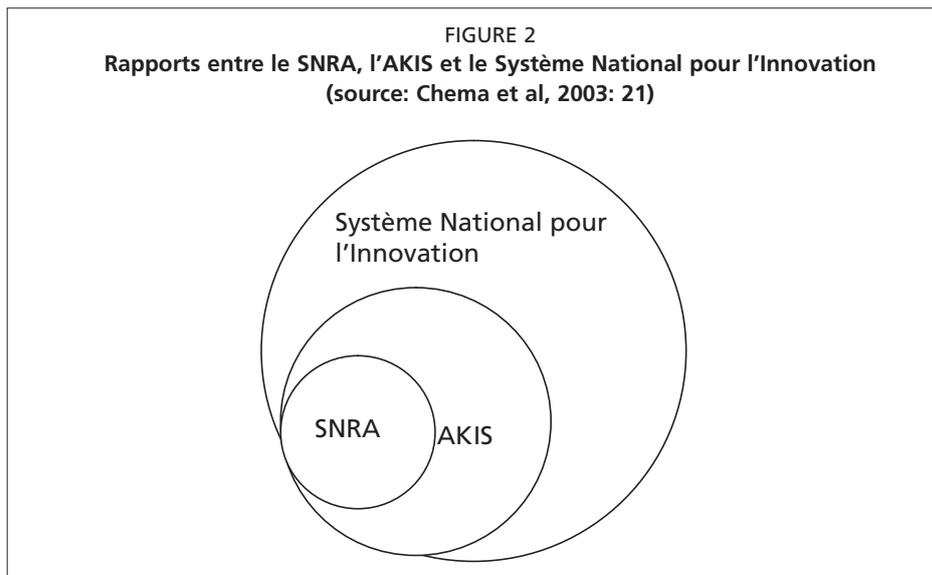
Chema et al (2003) fournissent le modèle AKIS présenté dans la figure 1. Ce modèle détermine d'avance les composantes du système. Mais ils vont plus loin et soulignent le *caractère national* de l'AKIS en faisant la distinction entre le Système National de Recherche Agricole (SNRA), l'AKIS et le Système National pour l'Innovation.



Le Système National pour l'Innovation est ainsi défini:

'... ensemble d'institutions distinctes qui conjointement et individuellement contribuent au développement et à la diffusion de nouvelles technologies et qui fournissent le cadre dans lequel les gouvernements forment et mettent en oeuvre des politiques pour influencer le processus d'innovation. En tant que tel, c'est un système d'institutions interconnectées qui créent, accumulent et transfèrent les connaissances, les compétences et les artefacts définissant les nouvelles technologies. L'élément 'nationalité' découle non seulement des mesures politiques concernant la technologie mais aussi d'éléments appartenant à une langue et à une culture partagées cimentant le système, et de l'accent national d'autres politiques, lois et régulations qui conditionnent l'environnement innovateur.' (Metcalf, 1995).

La figure 2 met en évidence les relations présumées entre le Système National de Recherche Agricole (SNRA), l'AKIS et le Système National pour l'Innovation. Notez que 'le Système National de Recherche Agricole n'est plus considéré comme l'épicentre de l'innovation mais comme l'un de ses multiples sources' (Chema et al, 2003).



Si l'on considère l'AKIS en termes de recherche, de vulgarisation et d'éducation et qu'on le limite à la création d'innovations techniques, il est logique de le distinguer du Système National pour l'Innovation. Quiconque connaît l'Afrique de l'Ouest, par exemple, reconnaîtra qu'avec les connaissances et la technologie que les agriculteurs locaux *possèdent déjà*, ceux-ci pourraient nettement accroître leur productivité si on leur donnait la possibilité de vendre leurs produits à un prix raisonnable (Hounkonnou, 2001; Röling et al, sous presse). Il en résulte que ce ne sont ni les connaissances, ni les informations, ni même des technologies mises à l'épreuve qui font défaut; ce qui manque ce sont les institutions, les filières commerciales et des politiques favorables à l'échelon au-dessus de l'exploitation agricole. J'accepte donc le fait que pour innover, il faut plus d'un AKIS, si par AKIS on entend un *système national* qui existe dans un monde réel, *composé de catégories d'acteurs donnés* (agriculteurs, recherche, vulgarisation et éducation), et qui sert à générer des connaissances *techniques*. Mais en fait, je ne suis d'accord avec aucune de ces suppositions relatives à l'AKIS.

**Pas national.** Un AKIS, à mon avis, ne s'arrête pas aux frontières nationales. A une époque de mondialisation, les multinationales colportent leurs technologies dans le monde entier. La production de coton BT<sup>4</sup> en Chine a miné le soutien principal des petits agriculteurs en Afrique de l'Ouest, et le 'treadmill'<sup>5</sup> mondial dont nous parlerons plus tard, garantit qu'un grand nombre d'agriculteurs dans le monde fonctionne sur la base d'une courbe de diffusion globale (Rogers, 1995). Cela ne signifie pas que les acteurs locaux, régionaux ou nationaux ne puissent pas se cristalliser et former un AKIS efficace. Cela signifie surtout que l'on ne peut considérer les frontières d'un AKIS comme étant nettement déterminées. Comme les frontières de tout 'système à dégradation progressive' ou 'soft system' en anglais, elles sont arbitraires et dépendent de la configuration des acteurs dans un 'théâtre de l'innovation' donné (Engel, 1995).

**Qui n'existe pas dans le monde réel.** Nous touchons maintenant à un des aspects épineux de l'AKIS. Mais il est crucial, si nous utilisons l'approche 'soft system'(Checkland, 1981) pour comprendre et renforcer l'AKIS. Un système est une construction. On peut prendre un groupe d'éléments et de processus et utilement en

<sup>4</sup> Note du traducteur: coton génétiquement modifié pour résister à certaines maladies

<sup>5</sup> Note du traducteur: terme que l'on pourrait traduire par 'norie harassante', 'engrenage' pour suggérer l'idée d'un labeur répétitif, fatigant et qui ne mène nulle part.

faire un système. On peut ensuite réifier cette construction et agir comme si ce système existait réellement, bien qu'il n'existe que dans notre imagination. Cela peut être utile si le système considéré est une usine automobile ou un atelier de traitement de pois à vache. Cette position n'est cependant pas utile lorsque l'on a à faire à des ensembles d'acteurs liés entre eux tels que les agriculteurs et les chercheurs. Dans de telles situations, l'effet que peut avoir cette façon de penser par système, ne se manifeste que *lorsque les acteurs impliqués se considèrent EUX-MÊMES comme faisant partie d'un système et qu'ils sont conscients de leurs rôles mutuellement complémentaires relatifs à un résultat synergique*. Cette façon de considérer l'AKIS comme un *dispositif de réflexion* est fondamentale lorsque l'on veut considérer efficacement le rôle de la communication pour le développement, comme nous allons le voir.

**Non composé de catégories déterminées d'acteurs.** Les limites géographiques d'un AKIS sont arbitraires, comme l'est aussi la composition de ses éléments. La participation ou non d'une personne dépend du sens attribué aux acteurs impliqués. Leurs perspectives pourraient être très différentes. Ainsi, les hommes ont eu du mal à considérer les paysannes comme un élément important de l'AKIS. La composition de l'AKIS est souvent contestée. Nous disons avec désinvolture que les 'agriculteurs' sont une composante de l'AKIS. Mais nous savons tous que les agriculteurs ne constituent pas une catégorie homogène, et atteindre ceux qui sont difficiles à atteindre, c'est-à-dire les intégrer effectivement à l'AKIS, est une tâche qui a échappé aux tentatives du secteur public de lutte contre la pauvreté. On ne peut *a priori* limiter un AKIS aux agents de vulgarisation, aux agronomes et aux professeurs. Dans certains théâtres de l'innovation, ce sont les notables locaux qui jouent un rôle crucial, alors qu'ailleurs ce sont ceux qui travaillent dans des ONG ou dans des compagnies privées qui font les contributions indispensables. La composition d'un AKIS est en fait arbitraire et doit dépendre finalement de l'accord concernant le choix des catégories d'acteurs devant entrer en synergie pour soutenir l'innovation dans un contexte spécifique.

**Pas seulement des connaissances techniques.** Nous supposons bien trop aisément que le développement de l'agriculture est une question de technologies, de semences miracles, d'engrais, de produits chimiques, de machines, d'ennemis naturels, de façon d'améliorer le Mycorhize... Sans nous en rendre compte, cette façon de penser en termes d'innovations au plan des composantes techniques qui améliorent la productivité agricole, se fait au détriment de notre ouverture d'esprit à l'égard de ce qui est nécessaire. Là où j'habite, par exemple, l'agriculture a atteint une telle productivité que la nourriture est devenue relativement peu chère (moins de 10 % des dépenses en Euros est affectée à la nourriture et aux boissons, et seule une fraction de cette somme revient aux producteurs primaires), que les agriculteurs ont du mal à gagner leur vie, tandis que l'externalisation des coûts d'une agriculture intensive moderne est devenue intolérable et qu'elle nécessite des cadres juridiques de plus en plus draconiens pour la contrôler. Dans mon pays, un AKIS ne se réfère pas tant à une technologie servant à produire plus d'une même chose qu'à un contrat fondamentalement nouveau pour l'agriculture.

*L'AKIS selon moi, concerne des réseaux de partenaires multiples, l'apprentissage et l'interaction. Il concerne notre façon de concevoir le futur et les opportunités disponibles. Un AKIS n'est pas, il se crée à partir d'une interaction tout comme une constellation (normalement temporaire) ou une configuration d'acteurs se complète par le biais de leurs contributions mutuelles. Les acteurs sont conscients du fait qu'ils forment un système et ils font de leur mieux pour le maintenir. Ils parlent beaucoup de leur système. Il est possible de faciliter l'apparition d'un tel AKIS.*

D'une façon générale, l'AKIS est complètement lié à l'innovation. En fait l'innovation peut être vue comme la propriété qui se dégage de l'interaction de plusieurs parties prenantes qui se considèrent un AKIS et qui peuvent avoir des rôles complémentaires

pour réaliser le potentiel innovateur d'une situation. Faciliter la définition d'un cadre pour créer un tel AKIS est le défi qui se présente à la Communication au service du développement.

Je termine ainsi la définition du domaine couvert par ma présentation. Le reste de mon texte sera conçu de la façon suivante. Je dois d'abord m'étendre sur trois discours dominants étroitement imbriqués qui continuent à dominer le domaine de notre étude. Il est très difficile de se débarrasser de ce trio dépassé. Je présenterai ensuite en exemple, le contexte de l'agriculture en Afrique de l'Ouest pour montrer que ces trois discours ne sont pas pertinents et que nous avons besoin d'une autre approche au développement agricole. Je formule ensuite un certain nombre de principes utiles à la communication au service du développement pour la recherche, la vulgarisation et l'éducation. Je présenterai finalement quelques conclusions.

## **1. TROIS DISCOURS IMBRIQUÉS MAIS INCONTURNABLES**

Notre domaine d'étude s'appuie sur trois discours incontournables produits de l'expérience des états du MidWest des Etats-Unis. Au début des années 40, les fermes dans ces états devinrent des populations homogènes de petites entreprises qui fonctionnaient toutes sur les mêmes bourses de marchandises, produisant toutes les mêmes produits, tandis qu'individuellement elles ne pouvaient influencer sur les prix. Il était donc rationnel qu'elles produisent le plus possible pour influencer sur le prix du marché, bien que l'effet collectif d'un tel procédé produise une légère surproduction, et vu la rigidité de la demande alimentaire, une pression continue sur les prix à la production. Dans cette situation qualifiée de 'treadmill' (Cochrane, 1958) tous les agriculteurs essayent d'être le plus efficaces possible et sont en fait constamment en compétition les uns avec les autres. Dans de telles conditions, des innovations telles que le maïs hybride (Ryan and Gross, 1943) se diffusent rapidement (Rogers, 1996), et un investissement relativement réduit dans le domaine de la vulgarisation, de la recherche et de l'éducation publiques a un taux de rendement très élevé en termes d'augmentation de la productivité, de chutes des prix des produits alimentaires, et de réduction de l'emploi dans l'agriculture (Evenson et al, 1979). Cette expérience américaine qui s'est reproduite après la seconde guerre mondiale en Europe et dans les zones de la Révolution verte, particulièrement en Asie, a provoqué la prédominance des trois discours imbriqués et incontournables, que la plupart d'entre vous connaissez:

1. La diffusion des innovations (Rogers, 1995);
2. Le 'treadmill' agricole (Cochrane, 1958);
3. Le transfert de technologie sur la base d'un système de connaissances efficace (par ex. Havelock, 1986)

### **1.1. Diffusion des innovations**

C'est sans doute l'histoire la plus connue. La notion de base est que les innovations, les idées nouvelles, se diffusent de façon autonome parmi les membres d'une population relativement homogène une fois qu'elles ont été introduites de l'extérieur, que ce soit à travers un agent contribuant au changement, à travers des personnes qui évoluent à la fois dans des univers locaux et extérieurs, ou à travers d'autres médias. En général ce processus de diffusion démarre lentement, puis prend de la vitesse, de telle sorte que la courbe de 'diffusion' décrivant le taux d'adoption de l'innovation dans le temps par les individus, adopte la forme typique d'une courbe de croissance. On peut distinguer ceux qui adoptent une innovation rapidement de ceux qui sont lents à suivre. Des études ont été faites à l'infini pour identifier les caractéristiques qui les distinguent. Cela a abouti à des débats qui tournaient en rond: la recherche montre que les agriculteurs 'progressistes' (ceux qui possèdent de grandes fermes, qui sont éduqués et qui ont accès à des agences externes, etc.) sont ceux qui adoptent les nouveautés rapidement. Les efforts de vulgarisation devraient donc se concentrer

sur les agriculteurs qui permettent d'obtenir une diffusion rapide. Mais la raison pour laquelle ces agriculteurs ont adopté rapidement les innovations est en partie due au fait que les agents de vulgarisation leur ont accordé beaucoup d'attention. Les études sur la diffusion ont souvent expliqué ce que l'on peut appeler 'la stratégie des agriculteurs progressistes'.

Des études empiriques sur la diffusion rapide d'une innovation parmi une grande proportion d'agriculteurs ont alimenté l'idée que les technologies, une fois introduites chez quelques agriculteurs à travers des efforts de vulgarisation et de recherche se généraliseront rapidement d'elles-mêmes en multipliant l'effort du secteur public. 'La diffusion travaille quand on dort'. C'est ce qui explique la popularité de l'histoire de la diffusion des innovations.

Il y a quelques années, la recherche sur la diffusion des innovations était une des formes de recherche en sciences sociales les plus populaires, avec des milliers d'enquêtes publiées sur les processus de diffusion. Il faut reconnaître que c'est un domaine passionnant. De nombreuses questions touchant à la nature du processus d'adoption individuel, aux sources d'innovation, à l'innovation collective, à la diffusion à travers un espace géographique, à la nature du leadership dans les processus d'innovation, à la diffusion génératrice d'inégalités, se présentent. Cette opération américaine originale s'est reproduite pratiquement dans le monde entier. Et lorsque les sociologues ruraux en ont assez, les économistes agricoles la redécouvrent et la reprennent. Toute cette histoire a été merveilleusement décrite par Rogers (1995<sup>6</sup>).

La recherche sur la diffusion a énormément marqué nos cercles. Ce discours a renforcé les hypothèses suivantes, même si ces suppositions ont été explicitement rejetées par la recherche. Une des caractéristiques de ce discours est qu'une fois largement accepté, il ne supporte pas de corrections.

1. Les innovations venant de l'extérieur, sont normalement élaborées par des chercheurs puis introduites dans des communautés rurales, des groupes de docteurs, de consommateurs ou autres groupes de personnes. La possibilité que ces innovations puissent apparaître localement n'est pas soulignée;
2. Les innovations ont tendance à être considérées comme des composantes techniques qui se diffusent d'elles-mêmes, sans tenir compte du système agricole par lesquelles elles sont adoptées. Elles ressemblent à des potions magiques. En réalité, les agriculteurs passent beaucoup de temps à adapter les innovations. Par ailleurs, l'attention accordée aux innovations techniques qui améliorent la productivité détourne l'attention des innovations de systèmes permettant d'améliorer la durabilité du système agricole. Cependant l'innovation dans le domaine de la gestion des ressources devient de plus en plus souvent une condition pour l'amélioration des moyens d'existence ruraux.
3. Tous ceux qui adoptent des innovations suivent la même approche au développement. Certains sont en tête alors que d'autres sont derrière. Le sociologue rural hollandais Van der Ploeg (1994) a montré que l'hypothèse d'une unique approche au développement est inexacte. Dans des conditions économiques et technologiques semblables, les agriculteurs ont tendance à suivre des approches au développement très différentes. Ce qui ressort, c'est la diversité et l'habileté à agir de façon autonome.
4. La communauté au sein de laquelle l'innovation se diffuse est homogène, on suppose que tous les agriculteurs bénéficient de l'innovation. En réalité, les

<sup>6</sup> C'est la dernière version dont je suis au courant. Mais connaissant Everett Rogers, il existe probablement une nouvelle version, disponible ou sur le point d'être publiée. Le manuel de base 'La diffusion des innovations' a été mis à jour tous les dix ans depuis 1961.

innovations ont tendance à avoir une efficacité différente en fonction de l'accès aux intrants, à la terre, à la main d'oeuvre, au crédit, et ainsi de suite. L'adoption d'innovations par certains risque d'empêcher les autres d'en bénéficier.

5. L'innovation technique est une bonne chose. En réalité, on peut imaginer des situations où l'innovation n'est pas bonne du tout. Par exemple, l'adoption en Europe d'hormones pour améliorer de 10% la productivité des vaches laitières, exercerait une pression énorme sur le prix d'un produit déjà bon marché. Les vaches auraient une vie encore plus misérable, et cela entraînerait une réduction brutale du nombre d'exploitations agricoles capables de survivre. Cependant, une fois la technologie introduite, un agriculteur aurait du mal à ne pas l'adopter. Et cela nous conduit au 'treadmill'.

## 1.2. Le 'treadmill' agricole

La table 1 montre rapidement comment ce 'treadmill' fonctionne (d'après Cochrane 1958):

TABLE 1

### Éléments clefs du 'treadmill' agricole'

- Plusieurs petites exploitations agricoles produisent le même produit
- Vu qu'aucune d'elles ne peut influencer sur le prix, elles produiront toutes autant que possible pour influencer sur le prix courant
- Une nouvelle technologie permet aux innovateurs de faire des bénéfices exceptionnels
- Au bout d'un certain temps, d'autres suivront ('diffusion et innovation') (Rogers, 1995)
- La croissance de la production et/ ou de l'efficacité fait baisser les prix
- Ceux qui n'ont pas encore adopté la nouvelle technologie sont obligés de le faire au risque de perdre des revenus (écrasement des prix)
- Ceux qui sont trop âgés, malades, pauvres ou endettés pour innover doivent éventuellement quitter la scène. Leurs ressources sont absorbées par ceux qui font de gros bénéfices (Expansion d'échelle).

C'est un discours cohérent et bien connu. Une politique basée sur le 'treadmill' a des résultats positifs. Primo, les avantages de l'innovation technique dans l'agriculture sont retransmis au client sous forme de nourriture bon marché. Ainsi, dans mon pays, un oeuf a toujours la même valeur nominale que dans les années 60. La structure même de l'agriculture ne permet pas aux agriculteurs de profiter des récompenses que pourrait offrir une meilleure efficacité (Hubert et al; 2000). Pendant ce temps la main d'oeuvre est libérée et peut chercher du travail ailleurs. A l'heure actuelle, un agriculteur peut facilement nourrir cent personnes. Lorsque le 'treadmill' fonctionne bien dans un pays, le secteur agricole national améliore sa compétitivité par rapport aux pays voisins. Par ailleurs, il existe un autre avantage de taille: les agriculteurs qui aiment faire des discours ne protestent pas contre le 'treadmill'. Ils ne peuvent qu'en tirer profit. Un agriculteur dans ce système de 'treadmill' ne gagne bien sa vie que s'il est en tête du peloton. Normalement, à la différence des ouvriers industriels, les agriculteurs ne réclament pas collectivement des récompenses pour une meilleure productivité de la main d'oeuvre. Puis le fait que le 'treadmill' continue à fonctionner sur la base d'investissements relativement réduits dans le domaine de la recherche et de la vulgarisation est un ultime avantage. Ceux-ci ont un taux élevé de rendement (Evenson et al, 1979).

L'un dans l'autre, il est tout à fait compréhensible que les décideurs politiques se soient emparés du 'treadmill' pour en faire le fondement de la politique agricole. Il représente les forces du marché sous leur meilleur aspect. D'après l'OMC nous devons oeuvrer pour créer un 'treadmill' mondial. Ainsi, les quatre millions de petits

agriculteurs en Pologne devront quitter la scène rapidement afin que l'agriculture polonaise devienne 'compétitive'. Une agriculture compétitive, c'est le slogan principal, qui est aussi celui de l'agriculture mondiale.

Cependant, le 'treadmill' possède également un certain nombre d'aspects négatifs qui sont de moins en moins acceptables. (Table 2).

TABLE 2

**Les conséquences négatives du 'treadmill' agricole**

- Ce ne sont pas les consommateurs, mais les fournisseurs d'intrants, les industries alimentaires, et les supermarchés qui s'emparent de la valeur ajoutée produite par une plus grande efficacité. Les grandes compagnies sont bien parties pour éliminer la compétition dans l'agriculture. Seuls les agriculteurs sont pressurés.
- Les avantages du 'treadmill' diminuent rapidement au fur et à mesure que le nombre d'agriculteurs diminue et que l'homogénéité des survivants augmente. Le 'treadmill' a un cycle de vie limité en tant qu'instrument politique.
- Eventuellement ce 'treadmill' sera incapable de fournir aux agriculteurs un revenu paritaire. Cela apparaît clairement à travers les subventions accordées aux agriculteurs. Nous voulons réorienter ce flot de subventions, mais nous n'avons pas encore une alternative valable. Au moment où j'écris, le Commissaire européen pour l'agriculture y travaillait. Parallèlement, de récentes recherches ont mis en évidence que 40 % des revenus agricoles aux Pays-Bas se basent déjà sur des activités qui ne relèvent pas de la production primaire (Oostindie et al, 2002).
- La concurrence entre les agriculteurs encourage des formes d'agriculture non durables (utilisation de pesticides et d'hormones, perte de la biodiversité, aliments dont la sécurité sanitaire n'est pas assurée, etc.). Le 'treadmill' est en contradiction avec la conservation de la nature, les mesures touchant à l'eau potable, la conservation des paysages, et d'autres services écologiques.
- Le 'treadmill' conduit à une perte de connaissances locales et de diversité culturelle.
- Un 'treadmill' mondial confronte injustement des agriculteurs qui sont à des stades très différents de développement technologique, et dont les accès aux ressources diffèrent énormément. Bien que les coûts de la main d'oeuvre au Nord soient plusieurs fois supérieurs à ceux du Sud, la productivité de la main d'oeuvre agricole au Nord est encore bien supérieure à celle des petits agriculteurs au Sud, de telle sorte que ces derniers n'ont aucune chance (Bairoch 1997). Le 'treadmill' mondial les empêche simultanément de développer leur agriculture et d'avoir un pouvoir d'achat. Cet effet est exacerbé par les subventions aux exportations accordées aux agriculteurs qui produisent en excédent dans le Nord.
- Le 'treadmill' conduit à des adaptations à court terme qui peuvent être dangereuses pour la sécurité alimentaire mondiale à long terme. Je pense par exemple à la disparition envisageable et très contestée des cultures aux Pays-Bas. Aux Etats Unis, on parle d'hypothèse 'blank'; l'agriculture aux États-Unis disparaîtra avant 2030 car la nourriture peut être produite à de plus bas prix autre part (Blank, 1998). Les nouvelles subventions américaines pourraient légèrement retarder cette éventualité. Mais il devient évident que le 'treadmill' ne soutient pas la contribution à la sécurité alimentaire mondiale des régions agricoles les plus productives du monde. Certains disent que l'agriculture organique ne peut nourrir le monde. Je pense qu'il est plus juste de dire que l'on ne peut nourrir le monde tant que le 'treadmill' continuera à fonctionner.

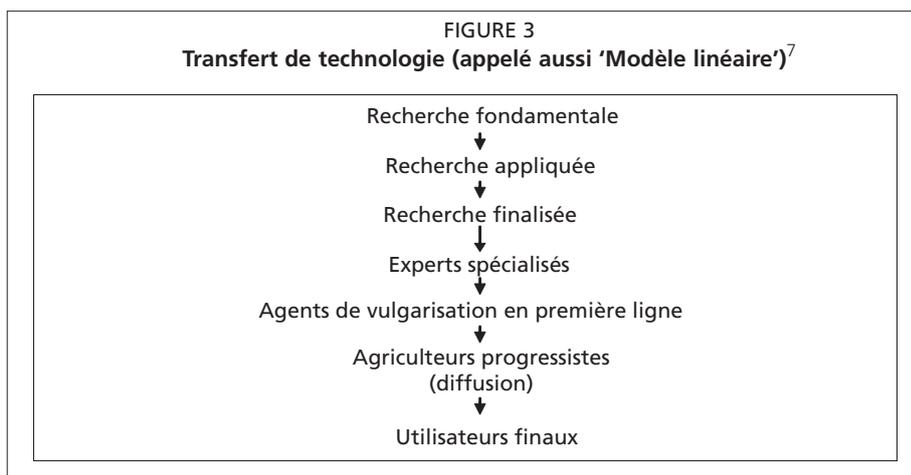
Le conclus en affirmant qu'à l'intérieur des limites auto imposées par la pensée 'treadmill', il est impossible de résoudre certains des défis les plus importants auxquels nous sommes confrontés, surtout dans des pays et des situations où les conditions sont différentes de celles des états du MidWest aux Etats-Unis durant les années 40. Il en va de même dans mon pays. Poursuivre les politiques du 'treadmill', comme les agriculteurs nous demandent de le faire, signifie réduire de plus belle la fraction de notre revenu qui va à la production primaire à des coûts externalisés encore supérieurs.

Le 'treadmill' ne va pas avec notre époque. Nous devons réinventer une économie agricole, échapper d'urgence à ce 'treadmill' et faire en sorte que l'utilisation des terres s'accompagne d'autres mécanismes sociaux et économiques.

### 1.3. Transfert de technologie

Le troisième discours concerne le transfert de technologie. La science est le point de croissance de la civilisation humaine. Elle développe des technologies qui nous permettent d'échapper à ce que la Bible nomme ' la vallée des larmes'. La science assure le progrès. La vulgarisation *livre* ces idées aux *utilisateurs*. La science est bonne, mais les personnes stupides ne l'apprécient pas toujours. Les agriculteurs n'adoptent pas les idées des savants, et il se peut qu'ils soient arriérés et qu'ils ne sachent pas ce qui est bon pour eux. Ou bien ce pourrait être la faute de la vulgarisation. Après tout, de nombreux agents de vulgarisation ont été mal formés. Une troisième raison pourrait être un 'fossé fatal' dans le flot linéaire entre les savants et les agriculteurs dû au manque d'experts spécialisés (McDermott, 1987).

Le transfert de technologie est un flot à sens unique et ininterrompu de technologies qui part de la recherche fondamentale pour finir aux utilisateurs et qui passe par plusieurs intermédiaires et mécanismes de livraison (Figure 3). On l'appelle aussi modèle linéaire (Kline and Rosenberg, 1986; Chambers and Jiggins, 1987).



C'est la façon de penser typique qui sous-tend le transfert de technologie. C'est une idéologie importante. Nous présentons deux exemples qui illustrent la différence entre deux situations: (1) le transfert de connaissances et (2) la co-crédation de connaissances. Dans la première situation, un expert, agent de vulgarisation agricole ou spécialiste médical, essaie de faire accepter sa façon de voir le monde ou de résoudre les problèmes. Dans la seconde situation, un groupe de parties prenantes possédant des expériences ou des connaissances différentes et souvent complémentaires, s'accorde sur les façons d'améliorer le problème qu'elles partagent. (Figure 4).

La colonne 'co-crédation de connaissances' montre que des histoires complètement différentes et tout aussi crédibles existent parallèlement à l'habituel 'transfert de technologie'. Cependant, j'ai l'impression que c'est plus particulièrement dans les agences publiques pour la recherche, la vulgarisation, à l'occasion de prises de

<sup>7</sup> Dans notre domaine le sigle TOT prête à confusion. Dans certaines publications, telles que celle de Robert Chambers, il se réfère au transfert de technologie. Dans d'autres textes qui traitent de la lutte intégrée (IPM), le TOT se réfère à la Formation des formateurs, élément clef qui détermine la qualité des écoles paysannes de terrain.

décision de politique agricole et dans les nombreuses universités agricoles que les trois principaux discours décrits dans ce chapitre influent sur les prises de décision concernant le développement agricole.

À mon avis, toute discussion sur la communication pour le développement doit partir d'une réflexion sur ces trois discours. Je suis convaincu qu'ils reflètent certaines conditions historiques et une phase du développement agricole qui ne sont pas forcément omniprésents ou très pertinents du point de vue de la communication pour le développement. Dans la prochaine section je fournirai un exemple provenant d'un contexte différent.

FIGURE 4

Comparaison du Transfert de technologie et de la co-création de connaissances à travers quelques aspects importants

Facteur clef	Transfert de connaissances	Co-création de connaissances
Nature du problème	Manque de productivité ou d'efficacité	Manque d'actions concertées
Acteurs clefs impliqués	Public expert et ciblé	Parties prenantes interdépendantes impliquées dans la solution d'un problème partagé ou de ressources contestées
Pratiques désirables	Le public ciblé utilise des composantes technologiques améliorées	Les parties prenantes s'accordent sur une action concertée (par ex. gestion des bassins versants intégrée)
Apprentissage désirable	Le public ciblé adopte des technologies élaborées par des experts. Dans le meilleur des cas: diffusion d'innovations parmi les membres du public ciblé. Le savoir de l'expert n'est pas pertinent dans cette situation.	Par interaction, les parties prenantes tirent profit de leurs connaissances mutuelles et apprennent à se connaître les unes les autres. Elles explorent des manières d'avancer au moyen d'actions conjointes expérimentales qui leur permettent de découvrir un savoir. Elles deviennent capables de réfléchir à leur situation et sont habilitées à la prendre en main.
Facilitation	L'expert démontre, persuade, explique, promeut	Le facilitateur formé réunit les parties prenantes afin d'encourager l'interaction. Il ou elle crée des espaces pour l'apprentissage et l'interaction (plates-formes). Il ou elle gère le processus et non le contenu.

## 2. EXPLORATION DU CONTEXTE DE L'INNOVATION AGRICOLE EN AFRIQUE DE L'OUEST<sup>8</sup>

Quelles que soient la misère et la pauvreté des agriculteurs en Afrique de l'Ouest, ils ont tous un *droit de veto* lorsqu'il s'agit d'accepter les résultats de la recherche agricole: on ne peut en aucun cas forcer des agriculteurs autonomes à accepter des technologies. Il s'avère très difficile de faire reconnaître aux chercheurs agricoles et aux administrateurs que ce droit de veto est un élément incontournable dans le cadre d'une recherche efficace.

Une agence de recherche agricole internationale importante et très estimée en Afrique de l'Ouest nous fournit un exemple typique. Elle s'intéresse à la gestion de la fertilité des sols. Après une recherche excellente, elle est arrivée à la conclusion que l'amélioration de la fertilité des sols en Afrique de l'Ouest était d'abord une question de matière organique des sols et ensuite d'éléments nutritifs. La recherche a démontré que planter et labourer sous la végétation luxuriante du haricot de la Floride (*Mucuna spec.*) était la façon la plus efficace d'augmenter la matière organique des sols. Comme on pouvait s'y attendre, lors de sa présentation au public, cette idée a quelque peu été critiquée. On a essayé le *Mucuna* plusieurs fois. Invariablement les agriculteurs se plaignent qu'ils ne peuvent pas manger les haricots, et qu'il est dur et fatigant d'incorporer les matières végétales au sol, que les haricots occupent la terre pendant

<sup>8</sup> D'après une section de Röling et al, sous presse.

deux saisons durant lesquelles la production alimentaire est impossible, etc. Le Mucuma, comme engrais vert, n'a été adopté nulle part en Afrique de l'Ouest. Imperturbable, le représentant de l'agence proclama que ce n'était pas son problème mais celui des agriculteurs et que s'ils voulaient sortir du cercle vicieux de la dégradation des sols et de la pauvreté, ils devaient planter du Mucuma. C'est une approche typiquement linéaire. Le chercheur a raison et son manque d'incidence est un problème qui concerne les agriculteurs.

Mais ce manque d'impact de la recherche en Afrique de l'Ouest ne peut être imputé au peu d'inventivité des agriculteurs. Les agriculteurs de l'Afrique de l'Ouest sont parmi les plus inventifs de la planète. Leurs systèmes autochtones représentent des formes d'agriculture durables, résistantes et intelligentes qui ont soutenu des communautés en expansion durant des siècles. Ils ont adopté le maïs, les haricots phaseolus, le manioc, les tomates et de nombreuses autres cultures de base courantes importées relativement récemment de l'Amérique du Sud. Ces vingt dernières années, les agriculteurs d'Afrique de l'Ouest ont géré leur augmentation de population rapide et ont fait en sorte que leurs systèmes agricoles puissent affronter de nouveaux problèmes tels que la baisse de fertilité des sols, la diminution de la pluviométrie et la levée de mauvaises herbes. Les membres des tribus de la Côte d'Or ont fait du cacao la principale culture d'exportation du Ghana sans aucune aide du gouvernement, une évolution qui a pris fin lorsque des taxes excessives tuèrent la poule aux oeufs d'or.

Notre exemple favori illustrant l'inventivité de l'agriculteur en l'Afrique de l'Ouest concerne la mise en place par les agriculteurs, sur le Plateau Adja au Bénin, d'un nouveau système agricole basé sur une jachère de palmiers à huile qui permet de faire face à une pression démographique très élevée, à des sols comateux, à la mauvaise herbe *Imperata cylindrica*, et qui de surcroît est rentable à travers la production de *Sodabi*, une boisson alcoolique distillée à partir du vin de palme récolté lorsque la jachère de palmiers est coupée (Bruwers, 1993).

Nous en avons assez dit. Les petits agriculteurs d'Afrique de l'Ouest font preuve d'une inventivité étonnante. Il est possible que les mécanismes de nivellement des villages et la peur de la magie noire inspirée par la jalousie forcent certains agriculteurs à ne pas trop se mouiller, mais dans l'ensemble, on ne peut mettre la productivité stagnante en Afrique de l'Ouest sur le compte du traditionalisme ou du conservatisme des agriculteurs. Hounkonnou (2001) qui, en tant que fonctionnaire international, a enquêté pendant 12 ans sur le développement de l'Afrique de l'Ouest, est arrivé à la conclusion suivante: la seule chose qui 'fonctionne' en Afrique de l'Ouest c'est la 'dynamique rurale', la lutte continue et novatrice des populations rurales pour améliorer leur existence.

La question qui se pose alors est: comment se fait-il que la recherche agricole n'ait pas pu se raccorder à ce filon fécond d'innovations? Nous pensons qu'il est trop facile de s'en prendre à la myopie de quelques chercheurs et au transfert linéaire de paradigmes technologiques que les institutions scientifiques technologiques nationales et internationales ont adopté, quel que soit l'obstacle que cela ait représenté. Après tout, cela fait maintenant des années que l'Afrique de l'Ouest fait l'objet de tentatives de la part de plusieurs acteurs qui ont utilisé des approches participatives (voir Defoer, 2002; Van Paasen, 2004). Nous allons examiner trois facteurs: (1) le manque de contre-pouvoir des agriculteurs, (2) l'absence de marchés et d'institutions d'attribution de services à un niveau intermédiaire, et (3) le prélèvement systématique par les gouvernements avant et après l'indépendance<sup>9</sup> de la richesse générée par l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest.

<sup>9</sup> De Janvry et Dethier (1985) énumèrent les acteurs suivants : (1) les agriculteurs n'ont pas de poids politique ; (2) taxation des bénéficiaires de la recherche ; (3) manque de coordination entre les politiques technologiques et économiques ; et (4) manque d'analyse et de recherche participative ex-ante.

## 2.1. Manque de contre-pouvoir des agriculteurs

Sans trop entrer dans les détails, de nombreux observateurs reconnaissent qu'avec la mort du colonialisme, les pays de l'Afrique de l'Ouest se sont retrouvés sans contrepoids politiques, de telle sorte que la corruption, l'aventurisme politique et l'exploitation des plus pauvres ont eu le champ libre. Dans ce tableau, les agriculteurs organisés sont complètement dépourvus de contre-pouvoir. Les agriculteurs n'ont aucun contrôle sur les prix des produits de base, sur les compagnies fournissant des intrants, sur les projets gouvernementaux d'achat de produits et les bureaux commerciaux, sur les politiques d'importation d'aliments à bon marché et à plus bas prix que ceux des agriculteurs. Si l'on compare cette situation avec celle des pays industriels, le contraste est violent.

Dans la plupart des pays industrialisés, les agriculteurs ont un pouvoir qui est disproportionné par rapport à leur nombre, mais qui reflète le fait que collectivement ils possèdent la majeure partie des terres du pays. Ils sont extrêmement bien organisés et leurs représentants sont finement distribués au sein du système politique. En fait, dans de nombreux pays industrialisés, les agriculteurs sont si puissants qu'ils sont capables de ne pas tenir compte des problèmes de santé (ex. sécurité sanitaire des aliments), de pollution de l'environnement, d'apports de produits toxiques, de protection de la nature, de bonne gestion des eaux, du tourisme, du bien-être des animaux, et même de pratiques économiques prudentes. Les agriculteurs des pays industriels exercent une influence institutionnelle bien organisée sur les décisions concernant la recherche et la vulgarisation agricole, et ils font partie de réseaux d'organisations de livraison de services dont ils sont fréquemment propriétaires à travers leurs propres coopératives.

Sur la base de l'expérience des pays industriels, on peut affirmer que la façon la plus rapide de développer l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest ne consiste pas à renforcer ce que les pays francophones nomment '*les organismes d'intervention*', mais plutôt à consolider le contre-pouvoir des agriculteurs *vis-à-vis* de ces '*organismes*' (Röling and Jiggins, 1998).

Jusqu'à récemment, un tel conseil avait peu de chance d'être écouté dans les pays de l'Afrique de l'Ouest. Les gouvernements coloniaux ne s'intéressaient pas du tout au contre-pouvoir des agriculteurs. Surtout pas! Ils savaient créer les structures de motivation nécessaires pour que les petits agriculteurs produisent les matières premières nécessaires à leurs industries. Les taxes sur les huttes exerçaient une pression sur le besoin de générer des liquidités. Et les '*cultures commerciales*' telles que le coton, le cacao, etc. étaient les seules pouvant générer des liquidités. Des systèmes de '*crédit supervisé*' conçus avec soin et qui intégraient l'octroi de crédits, l'achat des produits, les livraisons des intrants et le paiement des agriculteurs (après avoir déduit le remboursement des crédits et les intérêts) a permis la mobilisation effective de l'énergie de millions de petits agriculteurs dans toute l'Afrique de l'Ouest. La SODECOTON en est un bon exemple.

Les gouvernements après l'indépendance avaient toutes les raisons de maintenir ce mécanisme. Pour que cela réussisse, les agriculteurs devaient continuer à ne pas être organisés, à ne pas être au courant des pourcentages scandaleux que les gouvernements prélevaient sur les prix à l'exportation des produits de base, et à être incapables de se défendre contre la corruption officielle. La situation est maintenant entrain de changer. Les prix des produits de base ont chuté. Ces bas prix ont poussé les agriculteurs à négliger leurs plantations et cultures, de telle sorte que la productivité continue à être très basse, privant les gouvernements de revenus. D'autre part, les agricultures industrielles qui ont bénéficié d'années d'investissements dans la recherche et l'amélioration de la productivité, sont maintenant capables d'importer des céréales vivrières en Afrique de l'Ouest à des prix qui dissuadent les agriculteurs de produire pour leur marché (Bairoch, 1997). Il paraît qu'au Kenya, le maïs peut maintenant être importé à des prix inférieurs au prix de revient de celui des agriculteurs locaux les plus efficaces, et même de celui des grandes fermes gérées par les Blancs. Il est donc évident

que dans une telle situation, le KARI (Institut de recherche agricole du Kenya) a peu d'intérêt à investir dans la recherche sur le maïs (Dr Cyrus Ndiritu, précédent directeur du KARI, juillet 2003). Il existe en Afrique de l'Ouest de nombreux exemples de projets de donateurs, tels que le Sassakawa 2000 qui ont réussi à créer les conditions pour que de petits agriculteurs produisent 7 tonnes de maïs par hectare, mais qui finissent par ne pas adopter les pratiques nécessaires car ils ne peuvent vendre leur surplus. Il est bien possible que l'Afrique de l'Ouest ait manqué une fois pour toutes sa Révolution verte.

Quoi qu'il en soit, les gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont pris conscience de la nécessité de mieux traiter les agriculteurs. Au Ghana, la nouvelle politique des prix pour le cacao en est un bon exemple. Mais les agriculteurs sont encore loin d'avoir un pouvoir réel et efficace sur les décisions qui influencent leur vie.

## **2.2. Des filières commerciales et institutions de services défaillantes**

Une chose qui frappe ceux qui sont familiarisés avec le développement rural en Afrique de l'Ouest ces dernières années est le retard du développement d'institutions au niveau intermédiaire, comme les institutions commerciales transparentes, les services d'hygiène vétérinaire sur lesquels on peut compter, les octrois de crédits abordables, les mécanismes de livraison d'intrants compétitifs, les services de vulgarisation accessibles, les transports de produits, etc. La seule institution sur laquelle on peut compter en Afrique de l'Ouest rurale, semble être la vendeuse sur les marchés et son sens du commerce. Les politiques d'ajustement structurel qui ont été récemment imposées ont détruit en grande partie les mécanismes publics disponibles de prestation de services. D'un point de vue économique, c'était sans doute une bonne chose à faire; vu la productivité réduite, en termes monétaires, de l'agriculture de l'Ouest africain, investir dans la prestation de services ne paie pas. Mais il est indéniable que l'absence d'un réseau d'institutions de services dans lequel s'intègre l'agriculture est une contrainte grave pour le développement de l'agriculture. On crée régulièrement des projets pilotes qui produisent artificiellement les conditions pour une croissance rapide de la productivité. Puis, lorsqu'il faut étendre les effets impressionnants du niveau pilote, et reproduire le projet à une plus grande échelle par le biais des institutions existantes, ces effets s'écroulent. Les institutions sur place sont incapables de créer les conditions nécessaires pour que les petits agriculteurs de l'Afrique de l'Ouest puissent appliquer leur inventivité au bénéfice de la cause publique. Pour l'instant, en l'absence d'un revenu acceptable, ils se concentrent sur une production de subsistance et sont 'organiques par défaut'. Les intrants sont trop coûteux à utiliser, et produire un surplus est irrationnel. Il n'est pas surprenant que ceux qui mesurent le développement agricole en le confrontant à la croissance de la productivité par hectare ne soient pas impressionnés par les performances de l'Afrique de l'Ouest dans le domaine de l'innovation. (Chema et al, 2003). Ils ne voient que stagnation dans ce qui est en fait une performance dynamique, pleine d'innovations et de capacité d'adaptation, vu les circonstances très défavorables et en pleine mutation.

Dans l'ensemble, nous pouvons conclure qu'il n'a pas été possible à ce jour, de déclencher dans la plus grande partie de l'Afrique de l'Ouest, le 'treadmill' agricole au moyen duquel l'innovation est propulsée par le marché et au moyen duquel les progrès technologiques exercent une pression faisant baisser les prix, pour le bénéfice des consommateurs et en faveur de la compétitivité de l'agriculture nationale sur le marché mondial. En attendant, l'OMC a incorporé les agricultures de l'Afrique de l'Ouest dans un 'treadmill' mondial où elles n'ont aucune chance d'émerger. L'agriculture de l'Afrique de l'Ouest, si elle continue à ne pas être protégée, court le risque de demeurer une source de subsistance jusqu'au moment où les agriculteurs fuiront à la recherche d'emplois non agricoles.

La situation décrite a des implications importantes pour la recherche agricole. Il est illogique de fixer des objectifs pour le développement de l'agriculture tels qu'une augmentation de la productivité. Il est également insensé de supposer implicitement que l'on pourra créer les conditions permettant l'adoption de la technologie à grande échelle, si ces conditions n'existent pas à présent. Par ailleurs, cela n'a aucun sens de développer des technologies qui ne peuvent être adoptées que dans les conditions spéciales de projets de petite envergure.

### **2.3. Prélèvement de la richesse des agriculteurs**

Les pays industriels prélèvent la richesse des agriculteurs et exploitent leur énergie par le biais du mécanisme du 'treadmill' que nous avons décrit ci-dessus. Comme nous l'avons vu, la nourriture devient de plus en plus bon marché au fur et à mesure que les agriculteurs continuent à être en concurrence les uns avec les autres en essayant d'arriver en tête du peloton. Le contre-pouvoir des agriculteurs ne fonctionne pas dans le cas du mécanisme du 'treadmill'. Les agriculteurs influents dans les organisations agricoles sont ceux qui s'emparent des gros bénéfices; ils profitent par conséquent du 'treadmill'. Nulle part en Europe, les agriculteurs n'ont protesté contre le fait que le 'treadmill' fait diminuer chaque année de 2 à 3% le nombre d'agriculteurs. Les agriculteurs influents achètent la terre de ceux qui ont été éliminés et font ainsi de nouveaux bénéficiaires.

En Afrique de l'Ouest, le prélèvement des richesses agricoles se fait d'une autre manière. Au moment de l'indépendance, la majorité de la population travaillait dans l'agriculture et le revenu obtenu des cultures d'exportation était la seule richesse générée à l'époque. Les nouveaux gouvernements ne pouvaient donc qu'exploiter la richesse générée par l'agriculture avec pour conséquence l'essoufflement des industries d'exportation, les mauvais rendements de production alimentaire par hectare et d'après certains, l'exploitation constante et l'épuisement des réserves nutritives des sols d'Afrique de l'Ouest (Stoorvogel, Smaling et al, 1990).

À l'heure actuelle, la situation a commencé à s'améliorer. Le développement urbain crée des marchés pour les produits alimentaires qui ne peuvent pas être importés à faible coût, tels que le manioc et autres légumes. Le fait que les agriculteurs ont de plus en plus fréquemment accès à d'autres sources de revenus (à travers un emploi salarié en ville, l'émigration, etc.) signifie qu'ils ne doivent plus accepter n'importe quel revenu pour leurs cultures d'exportation. Les gouvernements sont forcés d'offrir aux agriculteurs de meilleurs arrangements. En d'autres termes, de nouvelles opportunités semblent se présenter, mais elles ne sont ni automatiques ni évidentes.

Notre examen (superficiel) du contexte de l'Afrique de l'Ouest montre qu'il est très différent de celui où les trois discours imbriqués sont apparus. Mais dans une situation où les agriculteurs n'ont pas d'influence, il est bien trop facile pour certaines personnes, et aussi bien évidemment pour les Africains éduqués selon la 'tradition européenne', de prendre implicitement des décisions basées sur le contexte des pays industriels. L'exemple le plus frappant est fourni par la supposition tacite que la recherche agricole sert à la productivité en termes de tonnes par hectares. Les projets se succèdent et continuent de vouloir atteindre ce but. La surproduction, une chute rapide des prix en sont les résultats prévisibles accompagnés d'une autre prédiction erronée concernant le taux de rentabilité interne et de la déception des agriculteurs. Il doit y avoir une meilleure façon de procéder. C'est un défi pour les informateurs au service du développement.

### **3. FAUT-IL ATROPHIER LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT RELATIVE À LA RECHERCHE, À LA VULGARISATION ET À L'ÉDUCATION?**

Je n'aurais pas autant insisté sur ces trois discours, si je n'avais pas eu une longue expérience dans de nombreux fora où j'ai appris combien d'efforts et d'argent

sont gâchés à la suite de décisions concernant les objectifs, les stratégies et les investissements qui ont été déterminés sur la base de ces trois discours. Pire encore, ces trois discours forment un écran qui filtre nos nouvelles idées et nous empêchent d'investir dans l'expérimentation locale qui pourrait aboutir à de nouvelles idées. La puissance de ces discours nous empêche d'imaginer la possibilité d'une alternative.

Il est temps d'être constructif. Quelle sera notre prochaine étape? D'abord je dois vous dire, qu'en tant que sociologue je suis plus à même d'expliquer ce qui est arrivé que de concevoir un avenir plein d'espoir. Pontius et al (2002), qui documentent par exemple l'importante réalisation du mouvement d'écoles d'agriculture de terrain produit par le programme de la FAO de lutte intégrée (IMP) en Asie, ont reconnu que j'étais quelqu'un 'qui nous a permis de comprendre ce que nous faisons et pourquoi nous devons continuer à le faire'. Mais ce sont eux qui, avec dévouement, inspiration et motivation et en collaboration étroite avec les agriculteurs, les moniteurs, et autres personnes, ont permis aux écoles d'agriculture de terrain et aux communautés de gestion intégrée (IPM) de se présenter comme des alternatives efficaces aux trois discours dominants. Je suis très honoré d'avoir été invité à prendre la parole en tant que sociologue. Mais je ne conçois pas de recettes pour le futur. Le transfert de technologies n'est pas non plus de mon ressort. Je peux simplement suggérer quelques principes.

### **3.1. Les agriculteurs ont un droit de veto, vous avez intérêt à les écouter!**

D'après Sir Albert Howard (1943:221), grand pionnier de l'agriculture organique ayant conçu de grands systèmes de production agricoles qui ne dépendaient pas d'engrais chimiques, 'l'approche aux problèmes de l'agriculture doit partir du terrain et non du laboratoire. La découverte d'informations qui comptent constitue déjà les trois-quarts de la bataille. C'est pour cela que l'agriculteur ou l'ouvrier agricole, observateurs qui ont passé leur vie en contact étroit avec la nature, peuvent être d'une très grande aide au chercheur.'

Comme je l'ai dit, les agriculteurs ont un droit de veto lorsqu'il s'agit de participer à l'innovation induite. On ne peut en aucun cas les forcer à innover. On doit donc les écouter, les prendre au sérieux et les impliquer dans notre travail. Il n'y a pas d'autre solution. Il me semble que les informateurs pour le développement relatif à la recherche, à la vulgarisation et à l'éducation, surtout s'ils souscrivent aux objectifs du Millénaire, doivent garantir aux agriculteurs un rôle dans le processus du développement. Nous présentons ci-dessous l'exemple d'un pionnier qui a élaboré ce genre d'approche.

Tekelenburg (2002) a travaillé pendant huit ans à Cochabamba (Bolivie) sur un projet de développement qui visait à la régénération de certaines anciennes terres dégradées dans les montagnes des hautes Andes en utilisant un figuier de Barbarie qui servait à la fois d'aliment aux hommes, au bétail et à la cochenille et qui permettait aussi de reboiser les pentes dégarnies. Cette expérience a permis à Tekelenburg de tirer des conclusions sur les types de 'recherche agricole' nécessaires à un projet de développement efficace pour atteindre les pauvres. Il suggère les questions fondamentales suivantes auxquelles on doit répondre *sans exception*, si l'on veut obtenir des résultats pour le développement.

1. *Quelles sont les relations biotiques et a-biotiques qui peuvent être interprétées?* Pour de telles questions, Tekelenburg a dû remonter jusqu'à la recherche fondamentale, afin de comprendre par exemple le cycle de vie d'un nouveau ravageur.
2. *Qu'est-ce qui techniquement peut faire une différence?* On a dû faire beaucoup d'expérimentation appliquée et de recherche agricole conventionnelle, fondée sur les travaux scientifiques internationaux pour répondre à cette question. Quelles phéromones peuvent être utilisées pour attirer les mâles dans un piège?

Quels ennemis naturels peuvent servir à les contrôler? La question générale est: quels sont les meilleurs moyens techniques à disposition pour des problèmes donnés (supposés)? La majeure partie de la recherche agricole appartient à cette catégorie.

3. *Qu'est-ce qui peut fonctionner dans le contexte?* Répondre à cette question nécessite une analyse du contexte dans lequel les agriculteurs vivent. Il faut pour cela étudier la zone agro écologique. Mais il est tout aussi important de faire une analyse de marché, de l'approvisionnement en intrants, de la disponibilité des transports, des risques de vol, etc. Comme nous l'avons vu, il n'est pas nécessaire d'entreprendre une recherche sur la productivité du maïs au Kenya s'il peut être importé 20 % moins cher qu'avec la meilleure technologie locale.
4. *Qu'est-ce qui peut fonctionner dans le système agricole?* Ici, la disponibilité de la main-d'oeuvre agricole, les différences hommes/femmes, les connaissances, l'accès à la terre et aux autres ressources, les occasions de marché, etc., déterminent la variété des options appropriées pouvant convenir au système local. À ce niveau, il faut abandonner toute perspective disciplinaire ou sectorielle et voir comment les résultats de la recherche s'insèrent dans le système local. Est-ce que cela fonctionnera dans ce système? C'est la question fondamentale de l'approche Systèmes agricoles.
5. *Qu'est-ce qui sera acceptable?* De quels systèmes les agriculteurs ont-ils besoin et envie, vu leurs enthousiasmes évidents, leurs alternatives, leurs penchants culturels, leur expérience, leurs stratégies de survie et leur meilleur point de vue sur les contraintes et les conditions locales? Pour répondre à cette question, et éviter d'évoquer le droit de veto des agriculteurs, il faut faire fi de toute prétention du chercheur à déterminer ce qui est meilleur. On ne peut répondre à la question sans engager les agriculteurs en tant que co-chercheurs et sans les habiliter à influencer sur le processus de recherche.
6. *Comment agrandir la couverture des résultats?* La plupart des projets de recherche constituent des efforts pilotes, coûteux, de petite envergure qui ne deviennent efficaces socialement que si les expériences sont reproduites à une échelle sociétale, dans des usines ou des marchés par exemple. À cet égard, les travaux de Latour (1999) sur Ferdinand Jolliot, le mari de Marie Curie, qui s'est efforcé de garantir que l'énergie atomique fasse partie de l'agenda politique français, est une étude classique de ce genre d'expansion d'échelle. Cette expansion ne consiste pas uniquement à produire plus de la même chose, c'est-à-dire à travers la diffusion chez les agriculteurs d'une technologie donnée, il s'agit surtout de changements institutionnels dans les filières commerciales, dans les habitudes de consommation, dans l'éducation, les budgets gouvernementaux, etc.

Il est important de réaliser qu'il faut répondre à *toutes* ces questions. Il est aussi important de réaliser que l'on ne peut répondre à ces questions dans l'ordre où nous les avons présentées ci-dessus. En fait, on est régulièrement confronté à ces questions au fur et à mesure que le projet avance, et les questions de recherche fondamentale pourraient bien être le résultat d'un projet plutôt que son début.

Je crois que la communication pour le développement doit accorder une attention particulière aux questions 4 et 6. Le défi consiste à créer des espaces sociaux pour l'apprentissage (Jiggins and Röling, 2003) au sein desquels les agriculteurs peuvent être écoutés et où ils peuvent influencer les réponses à ces questions. Je pense que des investissements internationaux considérables sont nécessaires pour créer de tels espaces.

### **3.2. Les agriculteurs n'ont pas de pouvoir de négociation; on ferait mieux de trouver les moyens de leur en donner!**

Un des principes de la gestion intégrée est que 'l'agriculteur est un expert'. Ce principe est de plus en plus reconnu dans le monde. Dans mon pays par exemple, les Bureaux officiels de gestion des eaux reconnaissent qu'ils pourraient profiter des conseils des agriculteurs qui ont de très grandes connaissances hydrologiques locales. Les agriculteurs pourraient bien être des experts, mais ils sont sans influence, surtout dans un grand nombre de pays en développement. Ce manque d'influence des agriculteurs commence à être un handicap. Au début de la Révolution Verte, les agriculteurs étaient placés à l'échelon inférieur de la hiérarchie. Les chercheurs et les administrateurs déterminaient ce qui devait arriver et ils disaient aux agriculteurs ce qu'ils devaient faire. S'ils n'aimaient pas le nouveau VHR et continuaient à planter leurs vieilles variétés, les autorités de plusieurs pays n'hésitaient pas à faire appel à l'armée ou à la police pour détruire la récolte. Les prix étaient fixés au niveau national, des ensembles techniques et uniformes de variétés, d'engrais et de pesticides étaient recommandés pour d'immenses domaines que l'on supposait homogènes. Cela a fonctionné un moment. A l'heure actuelle, une nouvelle génération de problèmes est en train d'apparaître (résistance aux ravageurs et levée) et comme il faut maintenant prendre en compte la diversité, une paysannerie impuissante n'est plus un bon partenaire pour le développement agricole. Les agriculteurs doivent avoir de l'influence, et il faut leur donner la possibilité d'aider à faire fonctionner le développement.

On peut dire la même chose au sujet des zones très diversifiées, à haut risque, non irriguées, où la Révolution verte n'a pas fonctionné. Il s'est avéré pratiquement impossible de 'développer' ces régions sans impliquer les agriculteurs pour qu'ils inventent des solutions. Pour l'expansion des projets pilotes normalement de petite envergure, il est nécessaire que les agriculteurs acquièrent une influence politique.

Ceux d'entre nous qui ont vu fonctionner les écoles d'agriculture IPM de terrain ont été impressionnés de réaliser à quel point le processus d'apprentissage par la découverte a donné aux agriculteurs un nouveau sentiment de fierté et de confiance en eux. Ils ont appris à s'engager dans des expérimentations systématiques. Ils ont appris à conduire des réunions et à tirer eux-mêmes les conclusions de leurs observations. Ils ont été responsabilisés. En Indonésie, l'École d'Agriculture sur le terrain PI a fini par aboutir à une organisation d'Agriculteurs pouvant agir comme un partenaire crédible lors de prises de décisions politiques. Il est évident que ceux qui suivent la logique des trois discours dominants, ne risquent pas de considérer les bénéfices de l'école d'agriculture sur le terrain de ce point de vue.

Il est remarquable que l'expérience du monde industriel ait été ignorée. Dans tous les pays industriels les agriculteurs ont un pouvoir bien supérieur à leur nombre. Le pouvoir des agriculteurs a été l'élément crucial qui a permis à ces pays de produire avec succès des agricultures efficaces. Développer l'influence des agriculteurs semble être le chemin le plus court pour atteindre le développement. *C'est ce qui* à mon avis devrait être l'objectif principal de la communication au service du développement, plutôt que l'utilisation de nouvelles technologies de l'information et de la communication, de grands écrans et de haut-parleurs pour mieux bombarder les agriculteurs de messages préconçus.

### **3.3. L'innovation n'est pas le bout de la filière d'un processus linéaire mais la qualité de l'interaction entre plusieurs parties prenantes dans un AKIS.**

J'ai commencé en définissant le domaine de mon discours en termes d'AKIS, réseau d'acteurs dans un théâtre d'innovations. Ces acteurs peuvent potentiellement contribuer aux innovations. Le réseau se base sur des perceptions partagées vis-à-vis des questions qui sont en jeu. Travailler en réseau sur la base d'interactions égalitaires n'est pas immédiatement acceptable dans la plupart des domaines agricoles où la

hiérarchie, le protocole et la protection d'un pré carré sont les valeurs dominantes. Mais tant que les agriculteurs seront des partenaires à part entière, il y aura encore de nombreuses possibilités de travailler d'une manière interactive. Comme je l'ai déjà dit, un AKIS ne devrait pas être considéré comme un organigramme, avec le ministre au-dessus de tout et une multitude de flèches reliant les unités bureaucratiques. Un AKIS est une coalition volontaire d'intérêts, composée de personnes qui se réunissent pour former un théâtre de l'innovation car elles sont convaincues qu'une pièce utile peut être jouée dans ce théâtre. Un AKIS est une configuration d'acteurs et d'institutions plus ou moins temporaire que l'on considère pertinente pour améliorer la situation. On peut aussi considérer que c'est un groupe d'étude ou l'équipe d'un projet. Les améliorations proviennent parfois de nouvelles technologies qui ont été élaborées en réponse aux questions posées par Tekelenburg. Mais dans de nombreuses situations, les problèmes prioritaires seront institutionnels, organisationnels ou politiques. Ils auront à voir avec la définition d'un cadre pour l'agriculture qui doit devenir plus productive, plus durable et plus juste socialement. Il est crucial de considérer de tels changements comme des innovations. Renforcer et faciliter l'AKIS de cette manière constitue un défi de taille pour la communication au service du développement.

D'après moi, le Proyecto Nuevo Paradigma (De Souza Silva et al, 2000) est un projet qui a élaboré une approche intelligente et stimulante pour introduire ce type de changements. Il fonctionne avec très peu de personnel au Costa Rica. Le personnel sert à inspirer, mobiliser, former, soutenir et faciliter un réseau d'équipes nationales, formées de personnes enthousiastes choisies par leurs ministères de l'Agriculture respectifs afin qu'elles participent au projet. Chaque équipe nationale met à l'épreuve dans son propre pays une ou deux approches. Elles sont débattues et analysées durant des ateliers de travail à l'occasion desquels toutes les équipes nationales se retrouvent. Les équipes nationales sont financées par leurs gouvernements et seule l'équipe du projet et son travail de facilitation sont payés par le donateur. Cet effort stimulant et très fructueux a été soutenu par un donateur progressiste qui tolérait un résultat ouvert.

C'est un exemple d'AKIS de second ordre. C'est un AKIS devant générer un AKIS efficace, un réseau pour une mise en réseau. Je crois qu'une clef pour trouver des alternatives au mantra délétère des trois discours produits par les chercheurs à la pointe du progrès, les fondamentalistes de l'économie de marché, et les principaux directeurs d'entreprise, est l'expérimentation. Ou mieux encore, un AKIS servant à générer un AKIS efficace pourrait appuyer des expériences conjointes déjà en cours où des personnes créatives s'enthousiasment à l'idée que quelque chose de nouveau a été réalisé. Je crois que l'on tire chaque jour un très grand nombre de leçons très importantes dans la plupart des pays qui expérimentent différentes approches. Nous ne prenons pas le temps de les examiner et d'en tirer des leçons car les trois discours nous ont appris tout ce dont nous avons besoin. Il est temps de nous débarrasser de notre suffisance et d'oser accepter la médiocrité de nos résultats en termes de développement. Nous devons aussi accepter notre ignorance. Il faut que fassions de plus grands efforts pour apprendre ensemble sur la base d'expériences concrètes sur le terrain pour préparer de nouvelles approches.

Lors d'un récent projet de conservation des eaux aux Pays-Bas ([www.waterconservation.nl](http://www.waterconservation.nl)), nous avons appris qu'il était très efficace de réunir les parties prenantes concernées non seulement sur le terrain mais aussi aux niveaux de l'agence et des politiques provinciales afin de réfléchir à un problème concret et d'apprendre ensemble à le gérer.

### 3.4. Il faut impliquer ceux qui ont le pouvoir de déterminer les définitions d'un cadre

C'est hélas une expérience bien trop courante que de voir de bonnes initiatives contrariées par ceux pour qui vos paramètres sont des variables (Fresco, 1986), c'est-à-dire les personnes qui déterminent vos conditions de travail. Il est impossible d'atteindre des objectifs sans impliquer ces niveaux 'supérieurs'. Je crois que les informateurs pour le développement dans le domaine de la recherche, de la vulgarisation et de l'éducation ont la tâche importante de provoquer un apprentissage évolutif à ces niveaux supérieurs.

## 4. CONCLUSION

À mon avis, dans le secteur agricole, les acteurs qui déterminent ce qui se passe sur la scène sont généralement de trois sortes. Il y a d'abord les agronomes, les spécialistes des sols, les zoologistes, les ingénieurs et ceux qui possèdent une préparation en sciences naturelles, qui sont omniprésents. Ils ont tendance à penser en termes de causes, et non en termes de raisonnements humains. Il y a ensuite les économistes agricoles qui pensent en termes de raisonnements humains, sauf qu'ils supposent que les êtres humains font des choix rationnels sur la base de calculs de coûts et bénéfices. Finalement, il y a les juristes qui pensent en termes de systèmes normatifs et qui conçoivent des cadres régulateurs dépourvus d'ambiguïté.

Le scientifique, l'économiste et le juriste ont tous une contribution à faire au développement. Mais dans un monde où les moyens d'existence des populations sont de plus en plus déterminés par d'autres populations, et où atteindre un objectif devient de plus en plus déterminé par l'action d'autres personnes, les trois perspectives omettent un ingrédient crucial: *l'action concertée*. L'action concertée est l'élément clé pour la gestion intégrée des bassins versants. C'est l'élément clé pour innover et créer des opportunités réalistes pour les pauvres. C'est l'élément crucial pour développer des filières commerciales plus efficaces. L'action concertée est, selon moi, la dimension cruciale de l'innovation.

Penser en termes de causes, de choix rationnels ou de règles n'est pas de la première importance pour l'action concertée. L'action concertée naît avec l'interaction. Elle se fonde sur la négociation, sur la conscience de l'interdépendance, sur la réciprocité et parfois sur la solidarité. L'action concertée surgit lorsqu'on se découvre mutuellement, à partir d'une lente convergence de buts, d'idées, de façon d'estimer les résultats.

À mon humble avis, les informateurs pour la communication ont une contribution vitale à fournir pour conférer à l'action concertée et à la co-création de connaissances, à travers un apprentissage interactif, le statut de mécanisme de gouvernance, au même titre que la technologie, la hiérarchie et le marché.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bairoch, P.** 1997. *New estimates on agricultural productivity and yields of developed countries, 1800-1990*. In: A. Bhaduri and R. Skarstein (Eds.). *Economic Development and Agricultural Productivity*. Cheltenham: Edward Elgar, pp.: 45-57
- Blank, S.** 1998. *The End of Agriculture in the American Portfolio*. New York: Greenwood Publishing Group
- Brouwers, J.** 1993. *Rural People's Knowledge and its Response to Declining Soil Fertility*. The Adja Case (Benin). Wageningen: Agricultural University. Wageningen Papers
- Chambers, R. and J. Jiggins** 1987. *Agricultural Research for resource-poor farmers. Part I: Transfer-of-Technology and Farming Systems Research. Part II: A parsimonious paradigm. Agric. Administration and Extension*, 27: 35-52 (Part I) and 27: 109-128 (Part II).
- Checkland, P.** 1981. *Systems Thinking, Systems Practice*. Chicester: John Wiley.

- Checkland, P. and J. Scholes** 1990. *Soft Systems Methodology in Action*. Chichester: John Wiley.
- Chema, S., E. Gilbert and J. Roseboom** 2003. *A Review of Key Issues and Recent Experiences in Reforming Agricultural Research in Africa*. The Hague: ISNAR, Research Report 24.
- Cochrane, W.W.** 1958. *Farm Prices, Myth and Reality*. Minneapolis: Univ. of Minnesota Press. (Especially Chapter 5: The Agricultural Treadmill, pp 85-107.
- Defoer, T.** 2002. *Moving Methodologies. Learning about integrated soil fertility management in sub-Saharan Africa*. Wageningen: University, published doctoral dissertation
- De Janvry, A. and J.J.Dethier** 1985. *Technological Innovation in Agriculture: The political economy of its rate and bias*. Washington: World Bank, CGIAR Study Paper 1.
- De Souza Silva, J.; J. Cheaz, and J. Calderon** 2000. *Building capacity for strategic management of institutional change in agricultural science organisations in Latin America: A summary of the project and progress to date*. San José (Costa Rica) ISNAR at IICA, Proyecto Nuevo Paradigma
- Engel, P.G.H.** 1995. *Facilitating Innovation: An action-oriented approach and participatory methodology to improve innovative social practice in agriculture*. Wageningen: Agricultural University. Published Doctoral Dissertation.
- Engel, P.G.H. and M. Salomon** 1997. *Facilitating Innovation for Development*. A RAAKS Resource Box. Amsterdam: KIT
- Eveleens, C; J. Jiggins and Lim Guam Sam** (Eds.) (In press). *History of IPM in Asia*. Rome: FAO
- Evenson, R.E., P.E. Waggoner and V.W. Ruttan** 1979. *Economic Benefits from Research: An Example from Agriculture*. *Science* 205, 14 September: 1101-1107.
- FAO and World Bank** 2000. *Agricultural Knowledge and Information Systems for Rural Development: strategic vision and guiding principles*. Rome: FAO
- Fresco, L.O.** 1986 *Cassava in shifting cultivation. A systems approach to agricultural technology development in Africa*. Wageningen: Agricultural University. Published Doctoral Dissertation. Published by Royal Tropical Institute, Amsterdam.
- Havelock, R.G.** 1986. *Modelling the knowledge system*. In: Beal, G.M, W. Dissanayake, and S. Konoshima (Eds.). *Knowledge, Generation, Exchange and Utilisation*. Boulder (Co): Westview Press, pp 77-105
- Hounkonnou, D.** 2001. *Listening to the Cradle. Local Dynamics for African Renaissance: Case Studies from Benin and Ghana*. Wageningen: University. Published Doctoral Dissertation.
- Howard, Sir Albert** 1943, 1947. *An Agricultural Testament*. London: Oxford University Press.
- Hubert, B. R. Ison and N. Röling** 2000. *The 'Problematique' with Respect to Industrialised Country 'Agricultures'*. Chapter 1 in: LEARN GROUP (Eds.), *Cow Up A Tree: Knowing and Learning for Change in Agriculture. Case Studies from Industrialised Countries*. Paris: INRA Editions, pp.13-30
- Jiggins, J. and N. Röling** 2003. *Key Informant Study. Report on the 2<sup>nd</sup> Generation Water Conservation Project in North Brabant and Limburg*. Wageningen: WUR/CIS, unpublished report to the Project Co-ordination Committee. See also [www.waterconservation.nl](http://www.waterconservation.nl) and [www.slim.open.ac.uk](http://www.slim.open.ac.uk).
- Kline, S. and N. Rosenberg** 1986. *An Overview of Innovation*. In: R. Landau and N. Rosenberg (Eds.). *The Positive Sum Strategy. Harnessing Technology for Economic Growth*. Washington (DC): National Academic Press, pp 275-306.
- Latour, B.** 1999. *Pandora's Hope: Essays on the Reality of Science Studies*. Cambridge: Harvard University Press, 324 pp.
- McDermott, J.K.** 1987. *Making Extension Effective: The role of extension/research linkages*. Chapter 6 in: *Agricultural Extension Worldwide*. Rivera, W. and S. Schramm (Eds.). New York: Croom Helm: 89-103

- McDowell, G.** 2004. *The Agricultural Establishment: giving farmers too much what they want and not enough what they need. Choices and the American Economics Association website.*
- McDowell, G.** 2001. *Land-grant Universities and Extension into the 21<sup>st</sup> Century. Renegotiating or abandoning a social contract.* Ames (Ia): Iowa State University Press.
- Metcalfe, S.** 1995. *The Economic Foundations of Technology Policy: Equilibrium and evolutionary perspectives.* In P. Stoneman (Ed.). *Handbook of Innovation and Technological Change.* Oxford: Blackwell, pp 127-132
- Mulder, M.** 2004. *Educatie, Competentie en Prestatie. Over opleiding en ontwikkeling in het agro-food complex.* Wageningen: Inaugural Address, March 11, 2004
- Nagel, U.J.** 1980. *Institutionalisation of Knowledge Flows.* *Quarterly Journal of International Agriculture.* Vol. 30, special issue
- Pontius, J.; R. Dilts and A. Bartlett** 2002. *From Farmer Field Schools to Community IPM. Ten Years of IPM Training in Asia.* Bangkok: FAO, Regional Office for Asia and the Pacific.
- Quezon, J., G. Feder and R. Murgai** (2000). *A Note on the Sustainability of the Farmer Field School Approach to Agricultural Extension.* Washington: World Bank.
- Rogers, E.M.** 1961,1972,1983, 1995. *Diffusion of Innovations.* New York: Free Press, Fourth Edition.
- Röling, N.** 1988. *Extension Science. Information Systems in Agricultural Development.* Cambridge: Cambridge University Press. (Blissfully out of print)
- Röling, N. and A. Wagemakers (Eds.)** 1998. *Facilitating Sustainable Agriculture. Participatory learning and adaptive management in times of environmental uncertainty.* Cambridge: Cambridge University Press.
- Röling, N. & Leeuwis, C.** 2001. *Strange bedfellows: How knowledge systems became Longer and why they never will be Long.* In Hebinck, P. and Verschoor, G. (Eds.). *Resonances and Dissonances in Development. Actors, networks and cultural repertoires* (pp. 47-65). Assen: Royal Van Gorcum.
- Röling, N. and J. Jiggins** 1998. *The ecological knowledge system.* Chapter 16 in: N. Röling and A. Wagemakers (Eds.). *Facilitating Sustainable Agriculture. Participatory Learning and Adaptive Management in Times of Environmental Uncertainty.* Cambridge: Cambridge University Press, p 283-307.
- Röling, N., D. Hounkonnou, S. Kwame Offei, R. Tossou, and A. Van Huis** (in press.) *Linking Science to Farmers' Innovative Capacity. Diagnostic Studies in Benin and Ghana.* Introduction to Special Issue of the *Netherlands Journal of Agricultural Science (NJAS).* (to appear end 2004).
- Ryan, B. and N. Gross** 1943. *The Diffusion of Hybrid Seed Corn in Two Iowa Communities.* *Rural Sociology,* 8: 15-24.
- Stoorvogel, J.J. and E.M.A. Smaling** 1990. *Assessment of soil nutrient depletion in Sub-Saharan Africa 1983-2000. Report 28. Vol. 1: Main Rep.; Vol. 2: Nutrient balances per crop and per land use system.* Wageningen: SC/DLO
- Swanson, B. and W. Peterson** 1989. *A field Manual for Analysing Technology Development and Transfer Systems.* Urbana, Champaign (Ill.): University of Illinois, Office of International Agriculture, INTERPAKS report.
- Swanson, B. (Ed).** 1990. *Global Consultation on Agricultural Extension.* Rome: FAO, report of the Agricultural Education and Extension Service of the Human Resources, Institutions and Agrarian Reform Division
- Tekelenburg, A.** 2002. *Cactus Pear and Cochineal in Cochabamba. The development of a cross-epistemological management toolkit for interactive design of farm innovation.* Wageningen: University, published doctoral dissertation
- Van der Ploeg, J.D.** 1994. *Styles of Farming: an introductory note on concepts and methodology.* In: J.D. Van der Ploeg and N. Long (Eds.). *Born from Within: Practice and perspectives of endogenous development.* Assen: Van Gorcum, pp. 7 – 30.

- Oostindie H.; J.D. Van der Ploeg and H. Rentink** 2003. *Farmers' Experiences with and Views on Rural Development Practices and Processes: Outcomes of a Trans-national European Survey*. In: J.D. van der Ploeg, A. Long and J. Banks (Eds.) *Living Countrysides. Rural Development Processes in Europe, the State of the Art*. Doetinchem: Elsevier Bedrijfsinformatie, pp. 214-230
- Van Paassen, A.** 2004. *Bridging the Gap: Computer model enhanced learning for natural resource management in Burkina Faso*. Wageningen: University, Published Doctoral

Dissertation

## ANNEXE: PROPOSITIONS À DISCUTER

1. L'alimentation et les fibres ne sont que deux services écologiques parmi tant d'autres dont les êtres humains dépendent. Il existe d'autres services écologiques tels que l'eau potable, la biodiversité, la stabilité climatique, le contrôle des ravageurs et des maladies, la santé, la stabilité des systèmes hydrologiques, le carburant, les matériaux de constructions, la pollinisation... Au Nord comme au Sud, promouvoir la production de nourriture et de fibres qui ne tient pas compte d'autres services écologiques est rapidement entrain de devenir une attitude irresponsable. Les riches comme les pauvres souffrent économiquement, socialement et psychologiquement d'une mauvaise santé (par exemple d'obésité), de dégradation, dessèchement, pollution, intoxication ou d'autres effets néfastes de l'agriculture. Il est temps de considérer l'agriculture dans une perspective plus large. Une telle perspective a des conséquences considérables pour la **Communication pour le Développement**. L'accent passe de l'avance technologique à la facilitation d'une co-création de connaissances dans des situations complexes où les ressources sont contestées par de multiples parties prenantes qui exercent des revendications sur des ressources limitées.
2. Une performance novatrice est le produit de l'interaction entre des acteurs complémentaires au sein d'un théâtre de l'innovation. Les théâtres de l'innovation, les acteurs complémentaires et leurs interactions doivent être stimulés activement afin de garantir qu'ils se cristallisent en un AKIS (Systèmes de connaissance agricole et d'information pour le développement rural) efficace. La gestion d'un tel processus est une tâche importante de la **Communication pour le Développement**. Ce n'est qu'en de rares occasions que cette tâche peut se limiter de façon efficace à la promotion de composantes techniques.
3. En tant que **Communicateurs pour le Développement**, nous devons faire évoluer nos discours, passer de l'accent sur la diffusion, le transfert de technologie et le 'treadmill' à de nouveaux discours plus excitants qui surgissent partout. Nous devons apprendre à puiser dans les expériences et l'apprentissage qui se déroulent au niveau local dans la plupart des pays en développement ou industrialisés. La gestion intégrée communautaire, l'attention aux terres, l'apprentissage social, la gestion du patrimoine commun des autochtones, l'apprentissage et l'action participative en sont des exemples.
4. Considérer les chercheurs comme des *créateurs* de connaissances et de technologie, le personnel de vulgarisation et les éducateurs comme des *mécanismes de livraison* de connaissances, d'informations et de technologies, et les fermiers comme les *destinataires et les utilisateurs finaux*, sont les trois attitudes qui alimentent une vision dépassée. Dans ce scénario, seuls les spécialistes de la vulgarisation et les éducateurs sont des communicateurs. Les points de vue récents sur l'innovation appuient une vision totalement différente selon laquelle les fonctions de création, d'échange et d'utilisation sont assumées par différents acteurs et institutions, tels que la recherche, la vulgarisation et l'éducation, mais aussi par des entreprises commerciales, des paysannes, des organisations non gouvernementales, des notables, en fonction des situations qui se présentent. Tous ces acteurs participent activement aux réseaux partagés, aux interactions et aux processus d'apprentissage. En d'autres mots, ils sont tous des communicateurs actifs, et tant qu'ils ne le seront pas, la qualité de l'innovation en pâtira. La **Communication pour le Développement** a un 'méta' rôle à jouer pour aider ces acteurs à mieux

interagir.

5. Le **Communication pour le Développement** court le risque d'être reprise par des professionnels actifs qui ont appris à considérer la communication comme un outil pour la promotion d'intérêts commerciaux. Comme la lutte contre la pauvreté est un produit, elle peut se vendre selon les mêmes règles de communication qu'un dentifrice et un prophylactique. L'accent est placé sur une utilisation intelligente des médias, et une étude de marché créative. Accepter la valeur de ces pratiques ne sous-empêche cependant pas de remarquer que l'accent sur *l'intervention* implique que *l'interaction* est négligée.
6. Une analyse du contexte du développement agricole dans de nombreux pays en développement nous suggère que ce n'est pas tant le renforcement du pouvoir des '**mécanismes d'intervention**', tels que les services publics de vulgarisation ou les institutions de recherche qui est nécessaire, que le renforcement du pouvoir des petits agriculteurs pour contrecarrer ces '**mécanismes**'. L'histoire du développement agricole dans les pays industriels suggère qu'un tel contre-pouvoir est un élément essentiel pour utiliser efficacement les fonds publics et privés. Construire un tel contre-pouvoir est la tâche fondamentale de la **Communication pour le Développement**.
7. L'analyse du contexte du développement agricole dans de nombreux pays en développement montre que ce ne sont pas les technologies qui manquent, mais les cadres institutionnels au sein desquels l'innovation technique peut servir de façon efficace. Si l'on offrait aux petits agriculteurs africains des opportunités réelles de commercialisation et d'achats d'intrants, ceux-ci pourraient beaucoup augmenter la productivité de leurs ressources rien qu'avec la technologie dont ils disposent *actuellement*. C'est aux **Communicateurs pour le Développement** d'élaborer des stratégies efficaces permettant de créer des réseaux synergiques de fournisseurs commerciaux d'intrants, des agences publiques de services, des banques et des agents commerciaux. Ce vieux réflexe de placer l'accent sur la recherche, la vulgarisation et l'éducation induit tout le monde en erreur.

